Volume 17, Numéro 1

La lettre de l'ADEA
Association pour le développement de l'éducation en Afrique

Numéro spécial - GT et programmes de l'ADEA

La logique du vivant

Accélérer le processus d'ancrage en Afrique

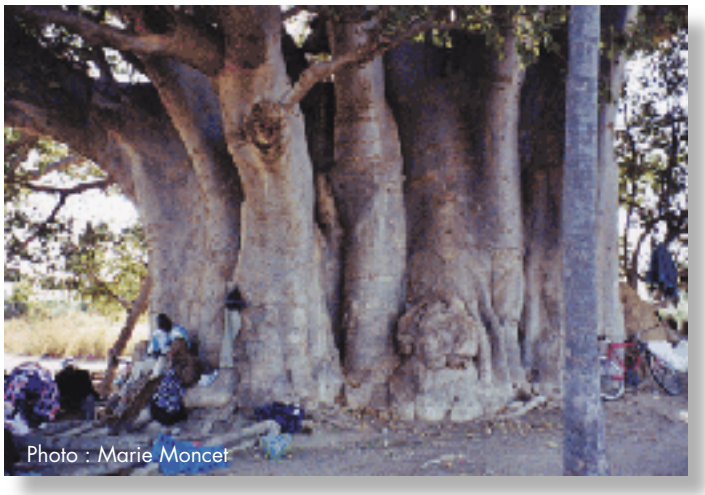
Photo : Marie Moncet

Edito

De même qu'un organisme vivant, toute organisation est tenue de s'adapter aux évolutions du milieu où elle oeuvre. Opérant dans le champ de la coopération éducative en Afrique, l'ADEA doit donc, pour être en symbiose avec son environnement : (i) mettre en perspective les nouveaux besoins et défis posés par l'évolution du contexte ; (ii) s'assurer que ses activités sont bien en phase avec ces défis et besoins.

Cette interrogation, qui se poursuit de manière continue à l'ADEA, est régulièrement mise à l'ordre du jour d'initiatives et de réflexions internes. Les évaluations périodiques de l'ADEA en font partie, notamment la première[1] en 1994, celle de ses groupes de travail[2] en 1999-2000, et celle de l'Association actuellement en cours. Mis à part ces bilans, d'autres initiatives relativement récentes relèvent du même souci : l'élaboration en 2002 d'un document de vision pour l'ADEA[3], afin de guider ses stratégies et activités futures ; l'organisation à Maseru (Lesotho), en avril 2003, d'un séminaire sur la contribution des groupes de travail de l'ADEA au développement de l'éducation en Afrique[4] ; l'élaboration, en 2003-2004, d'un outil de veille ayant pour objectif de cerner et de suivre de près les besoins des ministères de l'éducation d'Afrique subsaharienne et leurs attentes par rapport aux programmes de l'ADEA[5].

Ces initiatives ont toutes accordé une grande importance à la réflexion sur les groupes de travail. Outils professionnels et techniques de l'ADEA, les GT sont une composante essentielle de l'association en ce qu'ils participent en grande partie – à travers leurs activités de plaidoyer, de recherche et d'analyse, de renforcement des capacités et de réseautage – à l'accomplissement du rôle de l'ADEA : contribuer au développement de l'éducation en Afrique par le dialogue sur les politiques et le partage des savoirs et des expériences ; inscrire à l'ordre du jour de la coopération éducative les nouveaux défis ; identifier et disséminer les pratiques porteuses ; mettre en réseau les institutions et les personnes qui peuvent contribuer ensemble à l'avancement de la réflexion et/ou de l'action ; promouvoir de nouveaux partenariats[6].

En scrutant de près les activités des GT, l'évaluation menée en 1999-2000, le document de vision de l'ADEA et le séminaire tenu au Lesotho se sont intéressés tout particulièrement à la question de leur ancrage en Afrique.

Le document de vision recommande que les activités des GT épousent plus étroitement l'évolution des besoins des pays ; que le travail analytique soit davantage orienté vers des approches novatrices de façon à contribuer au développement de l'innovation et des capacités africaines de réformes ; enfin, que leurs activités soient mises en cohérence (entre GT d'une part, avec les besoins des pays d'autre part)[7].

Tout comme le document de vision, le séminaire sur les GT a souhaité le renforcement du leadership africain au sein de l'ADEA et de ses groupes de travail – ainsi que l'ancrage de ces derniers dans l'environnement africain. De ce fait, la priorité doit être accordée à trois questions : (i) la pertinence des sujets étudiés ainsi que l'adéquation à l'environnement des solutions préconisées ; (ii) l'ancrage et l'institutionnalisation des activités des GT dans des institutions africaines ; (iii) le développement de stratégies de renforcement des capacités durables, afin d'assurer que l'expertise développée par les GT soit transférée à des institutions capables à leur tour d'offrir leurs services aux ministères de l'éducation.

Quant à l'outil de veille élaboré pour cerner les besoins des ministères de l'éducation, il est justement issu d'une volonté de l'ADEA d'orienter ses programmes vers plus de pertinence par rapport aux besoins ressentis par les ministères de l'éducation. L'analyse a notamment révélé – en ce qui concerne les programmes de l'ADEA – une forte demande pour les activités de renforcement des capacités.

Que révèle l'évolution des GT en matière d'ancrage en Afrique ?

Un ensemble de facteurs indiquent que le processus d'ancrage des groupes de travail de l'ADEA se poursuit :

◤ *L'ancrage physique sur le continent africain s'accélère.* Aujourd'hui, sur les onze groupes de travail existant, sept sont coordonnés à partir d'institutions africaines basées en Afrique. Les activités des groupes de travail sur les finances (GTFE), sur la communication pour l'éducation et le développement (GTCOMED), sur l'enseignement supérieur (GTSE), sur l'enseignement à distance et l'apprentissage libre (GTED/AL), sur l'enseignement des mathématiques et des sciences (GTEMS) et sur les statistiques de l'éducation (GTSE) sont coordonnées respectivement à partir du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), basé à Dakar, du Centre Ouest africain des média et du développement (WANAD), basé à Cotonou, de l'Association des universités africaines (AUA), basée à Accra, du ministère de l'éducation de Maurice et du BREDA, du CEMESTEA, basé à Nairobi et du Bureau de l'UNESCO basé à Harare. Tout récemment, le GT sur les livres et le matériel éducatif a transféré la coordination de ses activités à READ Educational Trust, basée en Afrique du Sud. Pour les autres groupes de travail, la coordination est encore assurée à partir d'une agence de développement du Nord mais l'ancrage en Afrique se poursuit par le biais de divers mécanismes : le GT sur le développement de la petite enfance (GTDPE), qui a confié la coordination de ses activités à une consultante basée à Accra, au Ghana, est à la recherche d'une organisation africaine qui poursuivra son mandat ; les GT sur l'éducation non-formelle (GTENF) et sur la profession enseignante (GTPE), coordonnés à partir du Commonwealth Secrétariat à Londres, ont constitué de nombreux GT nationaux qui opèrent au niveaux des pays. Quant à l'ancien Groupe de travail sur la participation féminine (GTPF), il a donné naissance en 1992 au Forum des éducatrices africaines (FEA/FAWE) basé à Nairobi qui couvre aujourd'hui toute l'Afrique et demeure rattaché à l'ADEA en tant que membre associé.

◤ *Les efforts de renforcement des capacités ont abouti au développement de communautés professionnelles spécialisées constituées en réseau.* Les formations assurées par les GT et particulièrement par le GTSE, le GTFE, le GTCOMED et le GTPE, ont abouti, non seulement à l'élaboration d'outils et de méthodologies, mais également au développement de réseaux panafricains de spécialistes dans les domaines des systèmes d'information statistique, du financement de l'éducation, de la gestion de la profession enseignante ou encore de la communication et du journalisme d'éducation. Tout dernièrement, le GTDPE a commencé à apporter son appui au renforcement d'un leadership africain dans le domaine du DPE à travers sa collaboration avec l'université virtuelle de développement de la petite enfance (ECDVU).

◤ *Les ministères de l'éducation utilisent les outils, méthodologies et systèmes développés par les GT.* A titre d'exemple, le GTSE a développé des modules techniques et des outils pour la collecte et le traitement de données. Il a également aidé au développement de systèmes d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE). Ces outils et systèmes sont utilisés dans de nombreux ministères d'ASS. L'action du GTFE contribue déjà à améliorer les procédures budgétaires ainsi que les politiques d'allocation et de gestion des ressources au sein des ministères.

◤ *De nouveaux chantiers adaptés à la demande et aux perspectives sont explorés.* En 2004, deux nouveaux GT ont été créés afin de s'attaquer à des problématiques urgentes et actuelles : le Groupe de travail ad hoc sur le post primaire et le Groupe de travail sur l'enseignement des mathématiques et des sciences. Par ailleurs les groupes de travail existants élargissent leur champ d'activité afin de répondre à de nouvelles demandes et perspectives : plusieurs groupes de travail (le GTES, le GTPE, le GTDPE et le GTSE) font de la lutte contre le VIH/SIDA une priorité. Le GTCOMED élargit ses activités aux pays lusophones et le GTSE intervient dans des domaines où la demande de statistiques devient indispensable (le non-formel, la petite enfance, le VIH/SIDA).

◤ *Les activités se rapprochent du terrain.* Tout juste créé, le GTEMS est le premier GT à s'intéresser avant tout à ce qui se passe dans la classe, en plaçant au centre de ses activités la diffusion d'approches novatrices pour l'enseignement des mathématiques et des sciences. Le GT ad hoc sur la qualité de l'éducation a mis en place des pôles qualité inter-pays dont l'objectif est de permettre aux pays de tirer les enseignements des connaissances accumulées et de les utiliser dans leurs contextes nationaux.

◤ *Des résultats concrets au niveau du développement de politiques ou de plans d'action dans les pays.* Plusieurs groupes de travail ont aidé concrètement à la réalisation de plans d'action ou de politiques : le GT ad hoc sur le VIH/SIDA a assisté le ministère de l'éducation du Gabon à finaliser un plan d'action de lutte contre le VIH/SIDA; le GTES apporte son appui au développement de politiques institutionnelles de lutte contre le VIH/SIDA dans les universités africaines ; le GTDPE vient d'initier la préparation de «Directives pour une approche intégrée de la planification d'une politique nationale en faveur du DPE ». Tout dernièrement le GTCOMED a été appelé à organiser une formation afin d'aider le ministère de l'éducation de Madagascar à développer une stratégie de communication en appui à une réforme du gouvernement.

Tous ces signes illustrent que le processus d'ancrage en Afrique est bien vivant. Le nouveau mécanisme mis en place pour suivre les besoins des ministères de l'éducation dans le cadre d'une meilleure gestion des connaissances en amont a été conçu pour renforcer la pertinence des programmes de l'ADEA et de ses GT. Il est à espérer que l'évolution se poursuivra davantage encore, en meilleure synergie avec l'agenda international et africain. Mais aussi par une meilleure mise en cohérence des activités des GT et des programmes de l'ADEA et une plus grande importance accordée à la communication. En direction des cibles principales de l'ADEA, certes, mais également de la presse.▼

Thanh-Hoa Desruelles
Responsable publications et communication, ADEA

1. Evaluation de Bailleurs de fonds pour l'éducation en Afrique, 1994.
2. Evaluation des groupes de travail de l'ADEA, 1999-2000.
3. *L'ADEA du passé vers le futur : permanences et évolution,* ADEA, 2003.
4. Séminaire du comité directeur de l'ADEA sur la contribution des groupes de travail de l'ADEA au développement de l'éducation en Afrique : Bilan et perspectives. Maseru, Lesotho, 2-3 avril 2003.
5. Questionnaire sur les besoins et requêtes des ministères africains de l'éducation.
6. *L'ADEA du passé vers le futur : permanences et évolution,* ADEA, 2003.
7. *L'ADEA du passé vers le futur : permanences et évolution,* ADEA, 2003.

Sommaire

Edito

La logique du vivant. Accélérer le processus d'ancrage en Afrique 1

Mathématiques et sciences : pratiques novatrices dans la classe 4
GT sur l'enseignement des mathématiques et des sciences (GTEMS)

Un pas de plus vers le terrain 5
GT sur l'analyse sectorielle de l'éducation (GTASE)

Ouvrir les frontières grâce au dialogue 6
GT sur la communication pour l'éducation et le développement (GTCOMED)

A la barre du DPE en Afrique 7
GT sur le développement de la petite enfance (GTDPE)

Poursuivre le plaidoyer en faveur de l'ENF 8
GT sur l'éducation non formelle (GTENF)

Démultiplier l'impact de la formation des enseignants 9
GT sur l'enseignement à distance et l'apprentissage libre (GTED/AL)

Nouveaux chantiers adaptés aux perspectives 10
GT sur l'enseignement supérieur (GTES)

Renforcement des capacités, recherche et visibilité accrue 11
GT sur les finances et l'éducation (GTFE)

Réseaux et partenariats au service de la qualité 12
GT sur les livres et le matériel éducatif (GTLME)

Accent sur la qualité et la couverture 15
Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation (GTSE)

Nouvelle structure, nouvelle vision 16
Groupe de travail sur la profession enseignante (GTPE)

Transférer les leçons aux contextes nationaux 17
Groupe ad hoc sur la qualité de l'éducation

Education de base : et après ? 19
GT ad hoc sur l'éducation post-primaire

Développer des réponses nationales et régionales 20
Groupe ad hoc sur le VIH/SIDA et l'éducation

Le dialogue politique pour mobiliser les efforts 21
GT ad hoc sur le dialogue politique

Echanger, apprendre et capitaliser 22
Le programme d'échanges intra-africains

Informer et partager pour une meilleure efficacité 24
Les bases de données de l'ADEA

Nouvelle série de publications 23

Comment contacter les groupes de travail 13

Livres : Nouveautés 2004/2005 25

Calendrier 26

Maths et sciences : pratiques novatrices dans la classe

Le Groupe de travail sur l'enseignement des mathématiques et des sciences (GTEMS)

Objectif

Améliorer l'enseignement des mathématiques et des sciences (EMS) en renforçant les capacités des individus et des institutions de manière à conforter les processus d'enseignement et d'apprentissage dans ces matières.

Activités principales

- Organisation de formations initiales et continues destinées aux formateurs d'EMS susceptibles d'avoir un impact maximal et de faire évoluer les pratiques scolaires.
- Renforcement du réseau SMASSE-WECSA qui permet de tester de nouvelles approches et de discuter d'enjeux émergents dans l'EMS.
- Remise à niveau des capacités de recherche et d'évaluation des praticiens et des éducateurs afin d'améliorer leur aptitude à mener des évaluations et des recherches-actions sur leur propre expérience.
- Développement d'un centre d'information pour faciliter les échanges en matière d'EMS entre spécialistes de l'éducation et décideurs africains.
- Constitution de GT nationaux qui serviront de cadre pour l'analyse et l'examen des politiques et des pratiques au niveau des pays.

Dernier GT créé par l'ADEA

Mis en place par l'ADEA fin 2004, l'objectif principal du GTEMS est d'améliorer l'enseignement des mathématiques et des sciences en Afrique subsaharienne, en renforçant les capacités individuelles, institutionnelles et sociétales qui favoriseront l'enseignement et l'apprentissage de ces matières. Il a également pour mission de promouvoir la coopération régionale par le biais d'un programme d'activités approuvé par le comité directeur du GTMSE. Bien que l'accent soit actuellement mis sur l'enseignement secondaire, il est prévu que le GTEMS proposera des activités qui s'intéresseront dès que possible à tous les niveaux du système éducatif.

Contexte et raison d'être

Les mathématiques et les sciences de l'éducation, en particulier au niveau du secondaire, sont un catalyseur pour le développement industriel et technologique. Malgré cela, les gouvernements des pays en développement et leurs partenaires au développement ont mis l'accent, au cours de ces dernières années, sur l'enseignement primaire ou supérieur, et laissé en jachère l'enseignement secondaire. De bons programmes d'enseignement secondaire servent de motivation pour un enseignement primaire d'excellence et plein d'allant, fournissent de bons éléments pour l'enseignement supérieur et assurent de disposer de cadres. Cependant, malgré les efforts effectués afin de fournir des professeurs qualifiés et un matériel et un équipement adéquats, ceux-ci restent inadaptés et les résultats des élèves de l'enseignement secondaire sont loin d'être satisfaisants. L'attention doit donc être attirée sur ce qui se fait dans la salle de classe, sur l'utilisation du matériel et des équipements fournis et sur les approches et les méthodologies d'enseignement effectivement utilisées. La formation initiale des maîtres est adéquate et n'est donc pas en cause. Ce qui apparaît est un consensus sur le fait que cette formation initiale représente simplement le début de la carrière, alors que c'est dans la salle de classe que se forme l'enseignant. Donner aux enseignants la possibilité de partager des expériences et de se former entre pairs, de mettre leurs compétences à jour et d'interagir avec des approches et des pratiques innovantes suscitant de l'intérêt et donnant confiance aux apprenants est un élément essentiel de la réponse qui doit être apportée à l'enseignement des mathématiques au secondaire. Ceci est à la base de l'existence du SMASSE-WECSA (Réseau de renforcement des mathématiques et des sciences de l'éducation en Afrique de l'ouest, de l'est, du centre et du sud), l'agence de coordination du GTMSE.

CEMASTEA

Le GTEMS est basé actuellement au sein du Centre pour l'enseignement des mathématiques, des sciences et de la technologie (CEMASTEA) situé à Nairobi, au Kenya. Le CEMASTEA a été créé par le ministère de l'Education, des Sciences et de la Technologie afin de servir de centre administratif, de recherche et de formation pour les activités visant à promouvoir et à mettre à jour les compétences des enseignants en Afrique. En 2004, le CEMASTEA a formé durant 5 semaines (8 novembre-12 décembre 2004) 88 éducateurs originaires de 15 pays africains à l'approche ASEI/PDSI. Le paradigme de la classe du SMASSE – Activité, Etudiant, Expérience et Improvisation (ASEI) – reflète le principe qui vise à accroître la participation des étudiants. Ce principe est mis en œuvre par le biais du PDSI : Planifier, Faire, Voir, Améliorer, une approche qui vise à favoriser des pratiques de classe efficaces pour un enseignement de qualité des mathématiques au secondaire. .

Activités prévues en 2005

Les activités du GTEMS durant l'année 2005 comprendront : (i) des formations ASEI/PDSI destinées à des enseignants et à des formateurs de formateurs ; (ii) la réunion annuelle du GT ; (iii) la création de GT nationaux ; (iv) le suivi et l'évaluation des innovations basées sur l'approche ASEI/PDSI ; (v) des ateliers régionaux sur le renforcement des capacités afin de responsabiliser les différentes parties prenantes à l'EMS ; (vi) des activités de partage d'expériences et de savoirs dans la région. La diffusion d'informations relatives à l'EMS sera faite par le biais d'un site Internet et d'une lettre d'information. Toutes les activités se caleront sur les activités maîtresses de l'ADEA, à savoir : travail analytique, renforcement des capacités, plaidoyer et réseautage.▼

@ **Pour en savoir plus, contactez**
Bernard Njuguna
coordonnateur, GTEMS
info@smasse.org

Un pas de plus vers le terrain

Groupe de travail sur l'analyse sectorielle de l'éducation (GTASE)

Objectif

L'objectif du GTASE est de mieux faire connaître les techniques de l'analyse sectorielle et de promouvoir leur l'utilisation pour le soutien au dialogue politique et aux processus de décision ; le GTASE vise également à renforcer les capacités des pays africains à concevoir et à mettre en oeuvre des analyses sectorielles.

Activités principales

- Réalisation de revues d'analyses sectorielles. Les revues menées à ce jour ont couvert tant l'Afrique subsaharienne dans son ensemble que plusieurs pays dont l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, le Ghana, le Lesotho, le Burkina Faso et le Mozambique.
- Organisation de revues par les pairs en collaboration avec les ministères de l'éducation.
- Activités de recherche formative afin d'encourager l'utilisation de la recherche pour orienter les décisions politiques.
- Activités de formation participative en appui à la mise en oeuvre de plans d'action nationaux et d'EPT.

Nouvel élan pour le GTASE

Le Groupe de travail sur l'Analyse sectorielle de l'éducation (GTASE) a, en 2003, consacré une grande partie de son temps et de son énergie à réajuster ses stratégies et à identifier des programmes qui répondent aux préoccupations exprimées sur le terrain par les ministères, les écoles et les autres centres d'apprentissage. Après ce cadrage, le groupe a choisi, en 2004, de centrer ses efforts sur les programmes identifiés.

Trois programmes se sont clairement détachés car ils disposaient d'un fort potentiel pour rapprocher les activités du groupe du terrain : la revue par les pairs, la recherche formative et la formation participative. Ils proposent tous les trois, dans des domaines différents et avec des techniques distinctes, des démarches permettant de développer les capacités institutionnelles et les compétences pratiques attendues des responsables et des gestionnaires de l'éducation. *La revue par les pairs* apporte un appui à l'examen critique des programmes ; ceci permet de brosser un tableau plus précis des enjeux et des possibilités et de proposer des solutions d'amélioration. *La recherche formative* s'efforce d'établir un lien plus solide entre la recherche, la politique et la mise en œuvre qui, bien qu'imbriquées les unes dans les autres, sont néanmoins distinctes. *La formation participative* vise à combler le fossé séparant la théorie de la pratique, l'objectif étant de jeter des bases solides permettant de mettre en œuvre les plans nationaux d'éducation et d'EPT dans sept pays enclavés ou insulaires d'Afrique australe et orientale.

Revue par les pairs

Sur les quatorze pays qui ont exprimé leur intérêt pour une revue par les pairs[1], trois ont été choisis pour la phase pilote, sur la base de critères de sélection établis : Maurice, le Gabon et le Nigéria.

A Maurice, la phase préparatoire est achevée. Un cadre global de coopération entre Maurice et l'ADEA a été mis en place et la préparation de la phase d'auto-évaluation est terminée. Le GTASE a également commencé à jeter les bases du processus de revue par les pairs au Gabon et au Nigéria.

Recherche formative

La mise en œuvre de la recherche formative a déjà fait ses preuves au Népal, dans d'autres pays asiatiques et aux Etats-Unis. Elle s'est avérée un instrument intéressant pour combler le fossé entre la théorie et la pratique, renforcer les capacités locales et faciliter l'utilisation de la recherche pour orienter la politique dans des contextes où le développement de l'éducation est biaisé par la capacité limitée d'utilisation de la recherche.

En 2004, le GTASE a initié le développement d'un document conceptuel global visant à évaluer l'utilité et la faisabilité de la recherche formative dans le contexte africain. Le GTASE a également sensibilisé les spécialistes africains de l'éducation aux avantages de l'approche et à l'utilité de soumettre la recherche formative à des tests pilotes dans deux ou trois pays africains. Le document conceptuel a été présenté à un séminaire qui s'est tenu à Niamey (Niger) en mai 2005. Divers pays du Sahel et d'Afrique occidentale y ont participé.

Formation participative

Le séminaire «De la politique à la pratique ou comment jeter les bases de la mise en œuvre des plans nationaux d'éducation» organisé à Maputo, en mars 2004, a suscité un intérêt considérable chez les participants parmi lesquels figuraient des représentants des ministères de l'éducation du Botswana, du Lesotho, de Madagascar, du Mozambique, du Niger, des Seychelles, du Swaziland et de la Tanzanie, ainsi que des agences de financement, des réseaux de recherche et des organisations régionales. L'IIPE, l'ENSUP de Dakar, la SADC et le GTASE ont insisté sur la nécessité impérieuse de développer des stratégies pertinentes de mise en œuvre et les participants ont partagé leurs expériences en matière d'application des plans d'action EPT dans leurs pays respectifs. Sujets traités par le séminaire : les revues d'analyses sectorielles nationales, les situations macroéconomiques, les cadres de dépenses à moyen terme, la coordination de l'assistance technique fournie par les bailleurs de fonds; les outils de suivi/évaluation.

Dans les mois à venir, le GTASE poursuivra les activités entreprises avec succès en 2004 et s'efforcera de donner un élan accru à celles qui n'ont pas pu, à ce jour, être mises en oeuvre.▼

1. L'Afrique du Sud, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Gambie, le Kenya, le Libéria, le Mali, Maurice, le Niger, le Nigéria, la République démocratique du Congo et la Tanzanie.

@ **Pour en savoir plus, contactez**
Ibrahima Bah-Lalya
coordonnateur, GTASE
i.bah-lalya@iiep.unesco.org

Ouvrir les frontières grâce au dialogue

Groupe de travail sur la communication pour l'éducation et le développement (GTCOMED)

Objectif

Promouvoir le dialogue et le consensus en faveur des poltiques et des programmes éducatifs à travers l'utilisation et la mise en place de structures de communication au niveau des pays.

Activités principales

- Ateliers de formation nationaux et sous-régionaux destinés aux chargés de communication et aux journalistes.
- Organisation de la couverture par les média de grands évenements concernant l'éducation en Afrique.
- Organisation du Prix africain du journalisme d'éducation (PAJE) qui récompense les meilleurs articles sur l'éducation écrits par des journalistes africains.
- Constitution d'un réseau de chargés de communication de ministères de l'éducation et de journalistes spécialisés dans la couverture de l'éducation.
- Activités de recherche et de conseil.

Des priorités réaffirmées

La réunion du comité directeur du GTCOMED, qui s'est tenue à Cotonou en mars 2004, a été un moment important pour le GT. Sous l'égide de Sissel Volan du NORAD, le comité directeur a passé en revue les activités du programme COMED de 1998 à 2002, puis ceux du GTCOMED. Il a réaffirmé le mandat du GT : promouvoir le dialogue et le consensus en faveur des politiques et des programmes éducatifs. Il a aussi décidé que la priorité devrait être donnée: (i) au renforcement des capacités des ministères de l'éducation en matière de communication ; (ii) à l'appui donné pour favoriser la compréhension et la couverture par les médias des questions éducatives ; (iii) à la mobilisation des ressources. Le comité directeur a aussi conseillé au GTCOMED de poursuivre son plaidoyer en direction des ministres de l'éducation en les invitant à institutionnaliser les pratiques de communication interne dans leurs ministères, notamment par le biais du renforcement des unités déjà existantes.

Par ailleurs, la proposition du Secrétariat de l'ADEA de transférer la gestion du Prix africain du journalisme d'éducation (PAJE) Akintola Fatoyinbo au GTCOMED a été bien accueillie. Ceci permettra d'aligner les activités du Prix avec celles du programme de formation.

Couverture par les média

En 2004, le GTCOMED a organisé la couverture par les média de six évènements importants : la deuxième conférence régionale sur l'enseignement secondaire en Afrique, à Dakar (Sénégal) ; la conférence sur les bonnes pratiques en matière d'éducation des filles, à Nairobi (Kenya) ; la conférence ministérielle sur l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'éducation, à Abuja (Nigéria) ; le séminaire sur la qualité de l'éducation à Bergen (Norvège) ; la conférence sur les enseignants contractuels, à Bamako (Mali) ; le séminaire sur le dialogue politique pour les pays lusophones et hispanophone, à Luanda (Angola).

La diversité des thèmes couverts a permis aux membres du réseau du GTCOMED d'étendre leur base de connaissances. Les réunions en Afrique ont également été l'occasion pour le GTCOMED de mettre en valeur ses activités et d'offrir des ateliers de formation spécialisés dont ont profité plus d'une trentaine de journalistes et de chargés de communication dans chaque pays.

Elargir les frontières

Le soutien apporté par le COMED à la Fédération africaine des associations de parents d'élève (FAPE), par le biais de son projet *l'Ecole des Parents,* est entré dans sa phase opérationnelle avec des programmes radiodiffusés pendant lesquels « les parents parlent aux parents » de questions d'éducation. Une quinzaine d'épisodes hebdomadaires étaient prévus au Burkina Faso, en Guinée et au Sénégal en début d'année scolaire. Les évaluations du projet et des programmes sont prévues en 2005.

Le GTCOMED s'est aussi impliqué dans un certain nombre d'activités de conseil, de recherche et de formation, parmi lesquelles : (i) une étude sur la façon dont les médias du Nigéria rendent compte des problèmes éducatifs (la première d'une série d'études de cas nationales) ; (ii) des consultations avec des spécialistes africains afin d'évaluer les actions en matière de politiques éducatives pour encourager et élargir le champ des radios communautaires au service du développement ; (iii) la préparation d'un module de formation sur la communication pour appuyer le dialogue sur les politiques éducatives.

Falamos portugues aqui : Ici on parle portugais !

Avec le lancement en décembre à Luanda du concours en langue portugaise pour le PAJE, l'ADEA et le GTCOMED sont prêts à affronter de nouveaux défis. Pour le GTCOMED cela signifie des activités de formation dans les pays lusophones dès l'année qui vient, après avoir procédé à une évaluation des besoins.

Les enseignement tirés

La couverture par les média des conférences précitées a grandement bénéficié de la volonté des organisateurs de permettre à la presse d'assister aux différentes sessions des conférences, de leur fournir la documentation existante et de faciliter leur accès aux spécialistes de l'éducation. Ouverte à la presse, la conférence d'Abuja sur les NTIC a aidé à démystifier les TIC. Il n'est pas surprenant de constater que beaucoup de comptes rendus étaient plus approfondis, analytiques et précis. Lors de la conférence de Dakar sur l'enseignement secondaire, une table ronde entre journalistes et spécialistes de l'éducation a analysé les articles produits durant la conférence : les spécialistes de l'éducation ont exprimé leur étonnement et leur satisfaction face à leur qualité. De telles rencontres permettent aux journalistes de développer une plus grande assurance et aux spécialistes de l'éducation une plus grande confiance vis-à-vis de la presse. ▼

@ Pour en savoir plus, contactez
Alfred Opubor
coordonnateur, GTCOMED
comed@wanad.org

A la barre du DPE en Afrique

Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE)

Objectif

Encourager les pays africains à s'engager, à agir et à s'investir dans le domaine du développement de la petite enfance (DPE) et à adopter une approche holistique et intégrée du DPE.

Activités principales

- Des études faisant un état des lieux des politiques DPE en Afrique subsaharienne et analysant les processus en jeu dans la formulation et l'introduction des politiques DPE dans certains pays.
- Appui à l'élaboration de politiques nationales DPE.
- Renforcement d'un leadership africain dans le domaine du DPE à travers un soutien apporté à l'université virtuelle de développement de la petite enfance (ECDVU).
- Activités de recherche afin d'enrichir les connaissances sur le DPE, notamment dans le domaine du VIH/SIDA et de ses conséquences sur les jeunes enfants.

Le plaidoyer se poursuit

Depuis sa création en 1997, le Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE) a mis l'accent sur le plaidoyer en faveur du DPE, à la fois aux niveaux national et régional, en exigeant des gouvernements et de leurs partenaires au développement qu'ils assument la responsabilité du développement des très jeunes enfants. Ce processus se poursuit : le GTDPE a coordonné l'organisation de la 3ème conférence régionale sur le DPE ; il a également été appelé à apporter son appui à une initiative visant à améliorer la réponse de cinq pays africains aux besoins des jeunes enfants touchés par le VIH/SIDA.

Dans les pays d'Afrique subsaharienne, les initiatives en matière de DPE demeurent limitées et ne sont ni uniformément réparties, ni d'une qualité égale. Par ailleurs, les programmes sont encore, pour la plupart, élaborés et conduits par le secteur privé, les organisations non-gouvernementales (ONG) et les fondations et organismes internationaux. Le GTDPE joue un rôle de facilitateur et de catalyseur pour le DPE afin :

- de sensibiliser et de mobiliser l'opinion publique et les responsables politiques en faveur d'une approche globale du DPE ;
- d'encourager le développement de politiques DPE et leur réforme ;
- d'inciter à la création de partenariats et à la création de réseaux ;
- de favoriser le renforcement des capacités, le développement de connaissances et les échanges.

Le plan d'action pour 2004 a été conçu en gardant à l'esprit l'objectif principal : poursuivre le plaidoyer pour le DPE. Il s'agissait également de relever le défi posé lors de la biennale de l'ADEA 2003 : démontrer, à la prochaine biennale, non seulement que le DPE est efficace et nécessaire, mais que l'Afrique en a les moyens.

Préparation de la 3ème conférence régionale sur le DPE

Les efforts du GTDPE en 2004 ont été en grande partie consacrés à l'organisation de la 3e conférence internationale africaine sur le DPE qui s'est tenue à Accra, au Ghana, en mai 2005. Après la conférence de Kampala (Ouganda) en 1999 et celle d'Asmara en (Erythrée) en 2002, le but de la conférence d'Accra était de tout mettre en œuvre afin que le DPE continue à figurer sur l'agenda du développement de l'Afrique, en assurant notamment la participation des décideurs politiques au plus haut niveau. Organisée en collaboration avec l'UNICEF, La Banque mondiale, l'UNESCO, le Groupe consultatif sur le développement de la petite enfance (GCDPE) et l'université virtuelle sur le DPE (ECDVU), la conférence a abordé le thème principal, l'avancement du DPE au niveau national et régional, décliné en trois thématiques : garantir au sein des familles et des communautés des pratiques efficaces de soins aux jeunes enfants ; fournir l'accès à des services de base de qualité et à leur utilisation ; créer un environnement politique propice.

Soutien à l'élaboration de politiques nationales

En partenariat avec l'UNICEF et l'UNESCO, le GTDPE a initié la préparation de « Directives pour une approche intégrée de la planification d'une politique nationale en faveur du DPE ». Ce fascicule est le produit de l'expérience acquise, en 2002-2003, sur l'élaboration des politiques nationales en matière de DPE, au Burkina Faso, en Mauritanie et au Sénégal ; il devrait rendre service aux autres pays souhaitant élaborer une politique cohérente.

Accent sur le VIH/SIDA

Le GTDPE a vite pris conscience de l'impact de la pandémie du VIH/SIDA sur la santé et le développement du jeune enfant. Il est impliqué dans le suivi d'une initiative conjointe Banque mondiale/UNICEF/GTDPE visant à renforcer les réponses nationales à la pandémie face aux besoins des jeunes enfants frappés par le SIDA dans cinq pays africains.

Partenariats renforcés

En 2004, le GTDPE a mise en place un comité directeur, instauré un dialogue avec les points focaux DPE de l'UNICEF en Afrique et organisé une réunion des premiers diplômés d'ECDVU. L'ECDVU est le fruit d'une initiative de l'université de Victoria (Canada) visant à consolider les capacités des leaders africains en matière de DPE. Les 27 étudiants de la première cohorte en provenance de 10 pays africains anglophones ont obtenu soit une licence soit une maîtrise en 2004. Le recrutement de la seconde cohorte est en cours. On cherche à rattacher ce programme à une institution africaine. Des universités au Ghana ainsi qu'au Malawi ont déjà exprimé leur intérêt en la matière et l'ECDVU étudie la possibilité d'étendre le programme à l'Afrique francophone.▼

Pour en savoir plus, contactez
Jeannette Vogelaar
Leader, GTDPE
jeannette.vogelaar@minbuza.nl
Stella Etse, consultante
setse@unicef.org

Poursuivre le plaidoyer en faveur de l'ENF

Groupe de travail sur l'éducation non formelle (GTENF)

Objectif

Aider les pays d'Afrique subsaharienne à mettre en place une éducation pour tous de qualité en encourageant le développement de politiques holistiques qui intégrent l'éducation non formelle.

Activités principales

- Création de groupes de travail nationaux constituant des lieux de rencontre entre acteurs et parties prenantes dans le domaine de l'ENF, réseaux d'échanges d'informations et d'expériences et entités aptes à promouvoir l'ENF.
- Travaux de recherche-action participative sur l'ENF pour : (i) traduire en dynamique synergique la pensée et l'action (la théorie et la pratique) ; (ii) analyser les dynamiques locales ; (iii) relever les nouveaux défis (lutte contre le SIDA, situations de conflits/post conflits).
- Organisation de séminaires et d'ateliers sur les politiques et les stratégies afin de promouvoir l'ENF et de renforcer ses liens avec l'éducation formelle.
- Réunions et autres activités pour l'échange d'informations et de connaissances sur l'ENF.

En 2004, le Groupe de travail sur l'éducation non formelle (GTENF) a poursuivi son plaidoyer et ses activités en faveur des politiques d'éducation non formelle (ENF) afin de favoriser un consensus international plus vaste sur leur importance pour l'éducation de base et le développement socio-économique.

Il est important de mieux cerner les défis que l'ENF doit relever dans le contexte de l'EPT : notamment contribuer au renouveau de l'éducation de base sur l'ensemble du continent et répondre de façon pertinente aux besoins et aux intérêts des apprenants et des communautés. A cet égard et afin de mieux servir ces objectifs, le GTENF a procédé à une évaluation approfondie de ses réalisations passées et un processus consultatif a été lancé à différents niveaux. Un forum électronique de discussion (FED) a été organisé auquel un large éventail de responsables de politiques, professionnels de ministères, intellectuels, chefs de projets, chercheurs, enseignants, journalistes et consultants ont participé et débattu du présent et de l'avenir de l'ENF. L'objectif de ce forum était de comprendre les motivations actuelles, les principes, démarches et attentes façonnant les politiques et les pratiques de l'ENF en Afrique et de les réexaminer, d'un œil critique, à la lumière des évolutions actuelles de l'éducation et des changements sociaux et économiques.

Planification des politiques, recherche et renforcement des capacités

En 2004, le GTENF a également poursuivi son travail dans les domaines du plaidoyer, du dialogue politique, du renforcement des capacités, de la recherche et de la création de savoirs ainsi que du réseautage.

En Afrique occidentale, le programme a été axé sur l'enseignement bilingue et l'utilisation des langues locales. Une conférence sous-régionale sur la publication de matériels didactiques en langues nationales a été organisée à Dakar (Sénégal) en novembre 2004, en collaboration avec divers partenaires dont InWent, l'UNESCO (IUE), l'Agence de la Francophonie, l'ADEA et l'ARED (Association pour la recherche, l'éducation et le développement).

Des projets ont également été discutés et lancés dans plusieurs pays, notamment : un exercice de revue par les pairs du sous-secteur de l'éducation non formelle au Nigéria ; une évaluation d'offres complémentaires d'enseignement primaire en Ouganda et un programme d'alphabétisation familiale en Namibie.

Les groupes de travail nationaux ont participé aux processus de consultation et de planification lancés par l'Etat et d'autres acteurs importants. Le **GT national du Burkina Faso**, l'Association pour la promotion de l'ENF (APENF), a poursuivi des travaux sur les indicateurs relatifs au droit à l'éducation en s'appuyant sur l'hypothèse qu'aucun développement durable n'est possible sans que ce droit soit convenablement exercé. L'APENF participe étroitement aussi aux évaluations de programmes entrepris par l'Etat et a été activement impliquée dans le Forum national sur l'alphabétisation en décembre 2004. Le **GT national du Sénégal** a participé activement à l'élaboration du second plan décennal (2003-2013) en faveur de l'alphabétisation et de la promotion des langues locales au Sénégal. Les travaux ont débouché sur une vision consensuelle de l'éducation non formelle et sur la promotion des langues locales. Le GTN a également conduit un symposium sous-régional sur la stratégie du « Faire Faire » en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes (2-4 décembre 2004, Dakar, Sénégal), organisé par la Coordination nationale des opérateurs en alphabétisation du Sénégal (CNOAS) et le Centre national de ressources pour l'ENF (CNRE). Au Kenya, où le ministère de l'éducation a créé un département chargé de coordonner l'ENF dans le pays et a mis au point un projet de politique ENF, **l'équipe nationale du Kenya** est impliquée, avec l'appui du GTENF, dans l'établissement d'une carte de l'ensignement non formel. La base de données devrait faciliter la coordination, la planification et la mise en œuvre des politiques et programmes.

Ces exemples nationaux très divers illustrent la dynamique actuelle de l'éducation non formelle, au fur et à mesure que ce secteur prouve toujours davantage le rôle qu'il joue pour promouvoir une éducation de qualité et relever les défis de l'EPT et du développement durable. On s'accorde de plus en plus à reconnaître que l'éducation pour tous ne pourra pas être réalisée sans l'aide de l'ENF. Mais il faudra encore beaucoup de temps et d'efforts pour dégager un consensus qui garantira la durabilité des innovations et des réformes mises en oeuvre dans les pays. ▼

@ **Pour en savoir plus, contactez**
Amina Osman
coordonnatrice, GTENF
wgnfe@yahoo.co.uk.

Démultiplier l'impact de la formation des enseignants

Le Groupe de travail sur l'enseignement à distance et l'apprentissage libre (GTED/AL)

Objectif

Améliorer l'accès et la qualité de l'information et de la formation dans le secteur de l'éducation en utilisant les technologies modernes de l'enseignement à distance et de l'apprentissage libre (ED/AL).

Activités principales

- Création et mise à jour d'une banque de données sur les expériences et les activités de formation à distance.
- Réalisation d'études sur les infrastructures technologiques existantes, sur l'utilisation des TIC en Afrique subsaharienne, sur les facteurs clés de succès et sur les implications financières de l'ED/AL dans la sous-région.
- Organisation de séminaires afin de faire connaître les législations et les stratégies opérationnelles concernant l'éducation à distance.
- Organisation d'ateliers sur des aspects particuliers de la formation à distance.

Accent sur la recherche jusqu'en 2004

En 2003-2004, le GTED/AL a centré ses activités sur la collecte de données et sur la réalisation d'analyses et d'études faisant un état des lieux de l'éducation à distance et l'apprentissage libre en Afrique subsaharienne. Quatre études ont ainsi été publiés ces deux dernières années :

- Évaluer le coût de l'enseignement à distance et de l'apprentissage libre en Afrique subsaharienne : un bilan des politiques et des pratiques ;
- L'infrastructure technologique et l'utilisation des TIC dans le secteur de l'éducation en Afrique : vue générale ;
- Apprentissage libre en Afrique subsaharienne – Une étude sur les politiques et les pratiques ;
- Enseignement à distance et apprentissage libre en Afrique subsaharienne – Etat des lieux dans les pays francophones.

Nouvelles priorités et orientations

Courant 2004, le comité technique du GTED/AL s'est réuni pour fixer de nouvelles priorités et une nouvelle orientation au groupe de travail.

En mai 2004 le GTED/AL a apporté son aide sur les questions techniques de la Conférence ministérielle sur l'intégration des TIC dans l'éducation organisée par l'ADEA en collaboration avec le ministère de l'Education du Nigéria.

Parmi les autres activités prioritaires définies par le GTED/AL, celles qui concernent la formation des enseignants et qui ont pu être mises en oeuvre en 2004, méritent une attention particulière. La formation des enseignants et l'apprentissage libre et à distance entretiennent une relation quasi idéale, exploitée par le GTED/AL à travers deux axes actuels d'intervention. Par leur biais, le groupe de travail mène deux campagnes, à des niveaux d'intervention différents – le politique et le terrain – mais avec un objectif commun : la formation des enseignants.

Pour des stratégies de formation globales et intégrées

Le premier axe, visant les décideurs, est un projet de formation des enseignants fondé sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) et confié au Réseau francophone de formation à distance (RESAFAD).

Ce projet s'inscrit dans un cadre plus large, qui est celui de l'EPT, et fait appel à des organisations internationales francophones. Il s'agit d'enquêter sur les bonnes pratiques des pays francophones d'Afrique mais aussi sur les difficultés rencontrées par les formateurs et les enseignants africains.

L'étude de cas conduite au Sénégal sera l'occasion d'une analyse approfondie du scénario TIC proposé aux enseignants ; quant aux pratiques nationales, elles serviront de lignes directrices globales. Un atelier sous-régional est prévu à Dakar pour évaluer les études de cas individuelles et replacer, dans leur contexte, l'expérience sénégalaise – et les leçons apprises – à la lumière de ce qui a été mis en place ailleurs.

Former aux questions de genre

Le second projet – former les enseignants aux questions de genre – vise à sensibiliser les enseignants et les formateurs à l'importance d'une approche pédagogique plus égalitaire. Ce projet est une initiative conjointe du GTED/AL et du Forum des éducatrices africaines (FEA/FAWE). Grâce à l'enseignement à distance et à l'apprentissage libre, le GTEDAL et le FEA/FAWE comptent élargir la portée du module de formation des enseignants conçu par le FEA/FAWE.

Avec l'aval de S.E. M. Louis Steven Obeegadoo, ministre de l'Education et de la Recherche scientifique de Maurice et leader du GTED/AL, des discussions ont eu lieu entre le professeur Penina Mlawa, Directeur exécutif du FEA/FAWE et Mme Marema Dioum Diokhane, spécialiste de programme au FEA/FAWE. Il en est résulté la décision de tester une version adaptée du module du FEA/FAWE en l'intégrant dans le programme de formation à distance des enseignants de l'Institut de pédagogie de l'Ile Maurice (MIE), soit en tant de module indépendant, soit en tant que composante à part entière du programme.

Pour en savoir plus, contactez Sushita GOKOOL-RAMDOO coordonnatrice par intérim, GTED/AL sgramdoo@intnet.mu

Nouveaux chantiers adaptés aux perspectives

Le groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES)

Objectif

L'objectif à long terme du GTES est de contribuer à réduire la dépendance technologique, intellectuelle et économique des pays africains en aidant les universités africaines à produire des étudiants diplomés capables de guider le développement de leurs pays.

Activités principales

- Organisation de réunions centrées sur des thèmes d'actualité. Thèmes discutés récemment : les innovations dans l'enseignement supérieur en Afrique ; la participation des femmes ; gestion et gouvernance ; l'enseignement supérieur à distance ; les politiques d'enseignement supérieur ; la coopération entre universités au niveau de la recherche du 3e cycle.
- Assistance technique et appui aux initiatives de planification stratégique dans les universités.
- Appui au développement de politiques institutionnelles et à d'autres activités pour faire face au VIH/SIDA.

Un programme adapté à la demande et aux perspectives

Le plan stratégique 2003-05 du GT sur l'enseignement supérieur (GTES) a servi de fil conducteur au programme 2004, consacré à la sensibilisation au VIH/SIDA et aux mesures préventives, à la différenciation et à l'articulation des systèmes d'enseignement supérieur et aux nouvelles perspectives d'intervention. Grâce à sa stratégie de plaidoyer, qui passe notamment par la diffusion systématique de rapports et une collaboration renforcée avec ses partenaires, le GTES a accru sa visibilité. Les institutions et les parties prenantes ont largement bénéficié du resserrement de ces liens.

La stratégie adoptée par le GTSE pour appuyer ses objectifs se résume à quatre axes d'intervention :

- analyse et recherche pour identifier les problématiques prioritaires ;
- diffusion des résultats via des rapports, des articles sur le site web et des publications ;
- sensibilisation aux enjeux clés ;
- renforcement des capacités grâce à la conduite de projets et d'initiatives pilotes.

Les principales activités réalisées par le GTES dans le cadre de cette stratégie sont résumées ci-après.

Les actions face au VIH/SIDA

A la suite de l'enquête menée en 2003 sur les réponses apportées par les établissements d'enseignement supérieur face au VIH/SIDA, le GTES et l'UNESCO ont commandé deux nouvelles études pour évaluer celles des instituts polytechniques et des écoles normales. On constate, globalement, que les établissements tertiaires africains ont intensifié leurs actions face à la pandémie. Ils déploient des politiques institutionnelles pour lutter contre le VIH/SIDA, intègrent cette question dans les programmes, conçoivent et mettent en oeuvre des programmes de sensibilisation, conduisent des recherches et, dans de nombreux cas, nouent des partenariats pour mobiliser des ressources.

Par ailleurs, le GTES a financé le Ho Polytechnic du Ghana et l'Institut polytechnique rural de formation de Katibougou au Mali pour la mise au point de réponses institutionnelles face au VIH/SIDA. Il a collaboré avec l'Institut de la Banque mondiale et le bureau régional de l'UNESCO à Harare pour la tenue de deux ateliers sous-régionaux de formation visant à présenter la trousse pédagogique sur le VIH/SIDA conçue par l'AUA avec un financement du GTES.

Au début de sa collaboration avec l'AUA en 1999 (qui avait permis de faire un bilan de la situation), le GTES avait constaté l'absence quasi totale de ciblage et d'actions spécifiques de la part des établissements d'enseignement supérieur.

Différenciation et articulation entre institutions

Trois professeurs réalisent en ce moment une étude sur la différentiation institutionnelle et l'articulation au sein des systèmes d'enseignement supérieur. Le GTES espère que l'étude, qui comprend trois rapports régionaux et un rapport de synthèse, l'aideront à mieux comprendre les rapports entre universités et établissements non universitaires dans les différents systèmes éducatifs d'Afrique.

Forum sur l'enseignement supérieur privé

En novembre 2004, le GTES, l'ADEA, l'AUA et l'IIPE ont organisé avec succès un forum sur les politiques éducatives consacré au développement de l'enseignement supérieur privé en Afrique et aux défis posés tant à ce secteur qu'aux pays.

Les participants ont reconnu l'utilité des prestataires privés pour absorber une demande sociale trop importante et trop diversifiée pour les possibilités du seul secteur public – sans créer pour autant une concurrence malvenue. Les gouvernements africains auraient tout intérêt à encourager les partenariats publics/privés et à permettre à chaque secteur de se développer sur son segment de marché.

Le comité directeur du GTSE nomme un Task Team

En 2004, le GTES a constitué un *Task Team* chargé de faire le bilan du mandat du GTES et de ses réalisations, et de proposer de nouvelles orientations pour le groupe en préparation du prochain exercice de planification stratégique. Le bilan alimentera également les discussions relatives à la lettre d'entente avec l'Association des universités africaines (AUA). Depuis 2002, la coordination du GTES est opérée à partir du l'AUA, basée à Accra, au Ghana.▼

@ Pour en savoir plus , contactez
Alice Lamptey
coordonnatrice, GTES
alamptey@aau.org

Renforcement des capacités, recherche et visibilité accrue

Groupe de travail sur les finances et l'éducation (GTFE)

Objectif

Améliorer la planification, le financement et la gestion de l'éducation en renforçant les capacités des ministères de l'éducation et des finances.

Activités principales

- Organisation d'ateliers de formation sur la planification budgétaire et la gestion financière et sur la formulation de politiques, la planification et la mise en oeuvre des budgets.
- Constitution d'un réseau panafricain de spécialistes du financement de l'éducation.
- Réalisation d'études de cas nationales sur des expériences de financement de l'éducation.
- Création d'espaces de dialogue entre les ministères de l'éducation et les ministères des finances.

Renforcer les capacités

Dans les domaines de la gestion des budgets et du financement et de la planification de l'éducation, les besoins de formation, nombreux, nécessitent d'accorder la plus grande importance au renforcement des capacités, aussi bien dans les ministères de l'éducation que dans les ministères des finances.

Conscient de ceci, le GTFE, a organisé en 2004 et début 2005 quatre séminaires nationaux de formation : à N'Djaména (Tchad), du 16 au 20 février 2004; à Harare (Zimbabwe) du 19 au 24 juillet 2004 ; à Praia (Cap Vert) du 18 au 22 octobre 2004 ; à Lilongwe (Malawi) du 24-28 janvier 2005. Le séminaire de Harare était une session de formation des formateurs avec l'objectif d'utiliser les cadres invités pour former à leur tour un nombre plus important d'acteurs. Cette expérience se poursuivra en 2005 par une formation de suivi qui sera entièrement animée par les formateurs locaux sous la supervision technique du CODESRIA.

Poursuivre la recherche

En 2004, le GTFE a finalisé les études de cas initiées au Burkina Faso, au Burundi, en Egypte et au Kenya. Ces études, qui portent sur le financement de l'éducation formelle dans ces pays, seront publiées en 2005. L'étude sur le financement de l'éducation de base en Tanzanie sera finalisée en 2005.

Pour répondre aux préoccupations actuelles du secteur, le GTFE explore aujourd'hui de nouveaux champs de recherche : les politiques sectorielles en éducation et leur financement (Mali et Ouganda) ; le financement de l'éducation en mode décentralisé (Guinée Conakry) ; enfin, l'éducation non formelle (Burkina Faso). Le GTFE travaillera également de concert avec le GTDPE pour mener à bien une étude sur l'analyse des coûts des expériences porteuses de DPE à travers le continent.

Capitalisant sur les résultats de sa recherche mais aussi sur l'expérience acquise durant les séminaires de formation, le GTFE a également complètement revu son manuel de formation. La nouvelle version sera testée en 2005 et publiée après validation.

Appui au dialogue politique

Conformément à la mission du CODESRIA et à celle de l'ADEA, le GTFE a lancé en 2004 une série de conférences pour promouvoir le dialogue politique axé sur l'éducation en Afrique. La première conférence, qui s'est tenue à Dakar du 11 au 15 mai 2004, s'est penchée sur la crise de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest pendant la période des indépendances. La seconde conférence, tenue à Dakar également, les 24 et 25 septembre 2004, avait pour thème les enjeux, défis et perspectives du financement et de la planification de l'éducation en Afrique. Les actes de ces conférences seront publiés en 2005.

Nouveau bulletin, nouveaux partenariats

Parmi les innovations majeures, il faut noter le lancement de *Kalan Kunda*, un bulletin bi-annuel dont le Numéro Zéro est paru en décembre 2004. L'idée du bulletin est de constituer un espace d'échanges et de réflexions, de servir de vecteur d'information et de donner plus de visibilité au GTFE.

Par ailleurs, le GTFE a participé au séminaire de formation au dialogue politique pour les pays lusophones et hispanophone organisé par l'ADEA à Luanda (Angola) du 29 novembre au 4 décembre dernier. D'autres partenariats ont été établis avec InWEnt (Capacity Building International), intéressée par l'expertise de renforcement des capacités du GTFE, et avec l'Institut international de renforcement des capacités en Afrique de l'UNESCO basé à Addis Abéba. D'autre part, les contacts avec la division éducation de l'OCDE et l'Institut des Statistiques de l'UNESCO seront mis à profit pour la construction en 2005 de l'Observatoire des coûts de l'éducation. Enfin, des contacts ont été noués entre le GTFE et la Fondation africaine de renforcement des capacités (ACBF) basée à Harare, l'Université virtuelle africaine (UVA) basée à Nairobi, et l'Institut de Formation de la Banque mondiale.

En résumé, 2004 a été une année d'innovations mais également de mise en oeuvre opérationnelle. De manière générale, le GT entend consolider en 2005 et dans les années à venir les résultats positifs obtenus à travers son action qui contribue déjà à améliorer les procédures budgétaires ainsi que les politiques de renforcement des capacités, d'allocation et de gestion des ressources au sein des ministères de l'éducation d'Afrique subsaharienne.▼

Pour en savoir plus, contactez
Mohamed Chérif Diarra
coordonnateur, GTFE
mohamed.diarra@codesria.sn

Consultez
Kalan Kunda **www.codesria.org/**

Réseaux et partenariats au service de la qualité

Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif (GTLME)

Objectif

Améliorer la fourniture de matériels éducatifs, l'enseignement et l'alphabétisation en apportant un appui au développement de processus favorables à l'élaboration de politiques du livre nationales adéquates.

Activités principales

- Recherche sur des sujets tels que les facteurs économiques affectant l'édition scolaire et les barrières au commerce du livre en Afrique.
- Etudes de cas sur la distribution, l'accès aux livres, le financement des manuels scolaires et la publication en langues nationales (coût-efficacité).
- Dissémination des résultats de la recherche auprès des décideurs et des organismes de développement.
- Partenariats avec un ensemble d'acteurset de parties prenantes (APNET, PABA,ZIBF, les ministères de l'éducation et de nombreux organismes tels que sida, Danida, l'UNESCO, USAID) et constitution d'un réseau de spécialistes du secteur du livre.

Transfert de la coordination du GTLME en Afrique

L'année 2004 a été en grande partie consacrée au transfert de la coordination du groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif (GTLME) à une organisation basée en Afrique. Le processus a été plus long que prévu mais un organisme a été identifié et la coordination du groupe de travail est désormais assurée par READ Educational Trust, basée à Johannesburg, en Afrique du Sud.

Par ailleurs, en 2004, le GTLME a progressé dans les domaines de la promotion de la lecture, du développement de matériel éducatif de qualité ainsi que dans ses activités de soutien aux réseaux africains du secteur du livre.

Promotion de la lecture

READ Educational Trust a organisé en décembre 2004 à Johannesburg un atelier d'évaluation de l'impact de la lecture. Des représentants de différentes organisations ayant contribué au *Recueil de projets de lecture réussis* ont participé à cet atelier. Ils ont pu envisager plusieurs méthodes de collecte de données utiles pour le suivi et l'évaluation des programmes de lecture.

Développement de matériels éducatif de qualité

Dans le domaine du développement de matériel éducatif de qualité, on notera la publication par le GTLME du compte-rendu de l'expérience de Soul City – *Crossing Borders: Adapting Educational Materials for Other Countries* – qui est une synthèse de l'adaptation de matériels éducatifs sur le VIH/sida du projet Choose Life en Afrique du Sud aux contextes d'autres pays. Après la présentation de Harriet Perlman à la binnale 2001 de l'ADEA, le GT avait décidé de lui confier la production de lignes directrices portant sur l'adaptation de matériaux ayant trait au VIH/SIDA et sensibles aux contextes culturels.

En novembre, READ a représenté le GTLME pour une réunion sur les politiques d'édition dans les langues africaines organisée à Dakar sous les auspices de l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE) et d'InWent. Cette rencontre a été fructueuse, avec notamment la promesse d'une collaboration, entre le GTLME et le GT sur l'éducation non formelle (GTENF), pour la publication d'ouvrages dans des langues africaines et, plus spécifiquement, un projet pour faire partager aux pays d'Afrique de l'Ouest l'expérience acquise par l'Afrique du Sud en la matière.

Nouvelle étude sur les partenariats publics/privés

L'un des grands succès de l'année a été la finalisation de l'étude *Repenser les partenariats publics/privés dans le secteur du livre en Afrique*, par ZATAZI Consult. L'ouvrage est en cours de publication par le GTLME qui le sortira avant la fin de l'année dans sa collection *Perspectives sur le développement du livre en Afrique* du GTLME.

Renforcement des réseaux

Le GTLME continue d'appuyer l'Association panafricaine des libraires (PABA). Une retraite organisée en juillet à Jinja (Ouganda) a permis d'élaborer son plan stratégique 2004-08. L'appui apporté par le GTLME a montré son utilité pour le renforcement des capacités des réseaux panafricains. Vis-à-vis de son autre grand acteur et partenaire – le Réseau des éditeurs africains (APNET) – le GT a eu moins d'occasions de renforcer ce partenariat du fait des troubles en Côte d'Ivoire et d'un changement de personnel dans l'association.

Perspectives

Le GTLME entend conserver les mêmes priorités : promouvoir, sur l'ensemble du continent africain, les politiques favorables à l'édition ainsi que les réseaux professionnels du livre auprès des prestataires publics et privés. Le GT est également résolu à renforcer les capacités nationales dans le secteur du livre à travers les principaux réseaux professionnels tels que l'APNET et la PABA et favoriser leur engagement aux côtés de partenaires officiels. Le prochain volume sur les partenariats publics/privés qui paraîtra dans la collection *Perspectives* sera une contribution importante au dialogue sur la question de la privatisation dans le secteur du livre. Le groupe de travail compte également avoir de plus en plus recours à des éditeurs africains pour ses propre publications.▼

Pour en savoir plus, contactez
Carew Treffgarne
leader, GTLME
c-treffgarne@dfid.gov.uk

Beulah Thumbadoo
Coordonnatrice, GTLME
thumper@icon.co.za

Cynthia Hugo
READ Educational Trust
cynthia@read.co.za

Comment contacter les groupes de travail

Les groupes de travail

Analyse sectorielle en education

Ibrahima BAH LALYA
Coordonnateur du GTASE
Institut international de planification de l'éducation (UNESCO/IIPE)
7-9 rue Eugène-Delacroix,
75116 Paris, France
Tél. : +33/1 45 03 77 35
Fax : +33/1 40 72 83 66
Mél : I.bah-lalya@iiep.unesco.org

Communication pour l'education et le développement

Sissel VOLAN
Leader du GTCOMED
Norwegian Agency of Development Cooperation (Norad)
Department of Social Development and Service Delivery
Ruselokkvn 26
P.O. Box 8034 DEP
N-0030 Oslo, NORWAY
Tél. : +47/22 24 05 49
Fax : +47 /22 24 20 31
Mél : sissel.volan@norad.no

Alfred OPUBOR
Coordonnateur du GTCOMED
Wanad Center
B.P. 378
Cotonou, Benin
Tél : +229/31 34 54/ 31 58 87
Fax : +229/31 28 70/ 31 54 61
Mél : comed@wanad.org

Développement de la petite enfance

Jeannette VOGELAAR
Leader du GTDPE
Royal Netherlands Embassy
P.O. Box 1163 – Maputo, Mozambique
Tél : + 258/1 49 00 31
Fax : + 258/1 49 04 29
Mél : jeannette.vogelaar@minbuza.nl

Stella ETSE
Consultante GTDPE
c/o UNICEF UNICEF House
4 - 8 Rangoon Close P. O. Box AN5051
Accra-North Ghana
Fax : +233/21-773147
Tél. : +233/21-772524, 777972, 773583
Mél : setse@unicef.org

Education non formelle

Fabienne LAGIER
Leader du GTENF
Section Développement Social
Swiss Agency for Development and Cooperation/ Direction du Développement et de la Coopération (SDC/DDC)
Freiburgstrasse 130
CH-3003 Berne, SUISSE
Tél. : +41/31 323 1734
Fax : +41/31 323 1764
Mél : fabienne.lagier@deza.admin.ch v

Ahlin BYLL-CATARIA
ADEA Chair
Leader du GTENF
Section Développement Social
Swiss Agency for Development and Cooperation/ Direction du Développement et de la Coopération (SDC/DDC)
Freiburgstrasse 130
CH-3003 Berne, SUISSE
Tél. : +41/31 322 3428
Fax : +41/31 322 6330
Mél : ahlin.byll@deza.admin.ch

Adama OUANE
Coordonnateur du GTENF
Directeur, Institut de l'UNESCO pour l'Education (IUE)
Feldbrunnenstrasse 58
D-20148, Hamburg, Germany
Tél. : +49/40 448 04130
Fax : +49/40 410 7723
Mél : a.ouane@unesco.org

Amina OSMAN
Coordonnatrice du GTENF
Institut de l'UNESCO pour l'Education
Feldbrunnenstrasse 58
D-20148, Hamburg, Germany
Mél : wgnfe@yahoo.co.uk
Site web : www.adeanet.org/wgnfe

Enseignement a distance et apprentissage libre

S.E. M. Dharambeer Gokhool
Leader du GTEDAL
Minister of Education and Scientific Research
3rd floor, IVTB House
Pont Fer – Phoenix, Mauritius
Tél : +230/686 2402/ 686 2403
Fax : +230/698 3601
Mél : dgokhool@mail.gov.mu

Lalla Aïcha BEN BARKA
Leader du GTEDAL
Directrice, Bureau de l'UNESCO et Bureau régional pour l'éducation (BREDA)
12, avenue L. S. Senghor, Dakar, Sénégal
Tél : +221/849.23.23
Fax : +221/823.83.93
Mél : la.ben-barka@unesco.org

Raj Sunkur LUTCHMEAH
Coordonnateur du GTEDAL
Executive Director
Tertiary Education Commission
Réduit, Mauritius
Tél : +230/467 8808
Fax : +230/467 8791
Mél : lutchmeah@intnet.mu

Enseignement superieur

Alice Sena Lamptey
Coordonnatrice du GTES
Association des universités africaines (AUA)
P.O. Box AN 5744
Accra-North – Ghana
Tél. : +233/21-761-588, 774, 495
Fax : +233/2177 2148
Mél : alamptey@aau.org

Finances et education

Nancy FOSTER
Leader du GTFE
Agence Canadienne du Développement International (ACDI)
200 Promenade du Portage, Gatineau
Hull, Québec K1A OG4, CANADA
Tél : +1/819 994 7088
Fax : +1/819 997 5453
Mél : nancy_foster@acdi-cida.gc.ca

Mohamed Cherif DIARRA
Coordonnateur du GTFE
Conseil pour le développement des recherches en sciences sociales (CODESRIA) B.P. 3304,
Dakar, Sénégal
Tél. : +221/825 7214
Fax : +221/825 6944
Mél : Mohamed.diarra@codesria.sn

Livres et materiel educatif

Carew TREFFGARNE
Leader du GTLME
Senior Education Adviser
Department for International Development (DFID)
1 Palace Street
London SW1E 5HE, United Kingdom
Tél : +44/20 7 023 0658
Fax : +44/20 7 023 0287
Mél : c-treffgarne@dfid.gov.uk

Beulah THUMBADOO
Coordonnatrice du GTLME
P.O. Box 66240, Broadway 2020,
Johannesburg, Gauteng, South Africa
Tél : +27/11 496 3322,
Fax : +27/11 496 3445
Mél : thumper@icon.co.za

Cynthia HUGO
National Director
Read Educational Trust (RET)
P.O. Box 30994, Braamfontein,
2017 Johannesburg, Gauteng, South Africa,
Tél : +27/11 496 3322,
Fax : +27/11 496 3445
Mél : cynthiah@read.co.za

Comment contacter les groupes de travail

Profession enseignante

Virgilio JUVANE
Coordonnateur du GTPE
Commonwealth Secretariat
Social Transformation Programmes Division
Marlborough House, Pall Mall
SW1Y 5HX London, United Kingdom
Tél : +44/(0)20 7747/ 6220/ 6282
Fax : +44/(0)20 7747 6287
Mél : v.juvane@commonwealth.int

Youssouf ADAM
Coordonnateur régional GTPE
Afrique centrale
Directeur de l' Administration et des Ressources humaines, DRH/MEN
Ministère de l'Education nationale
B.P. 437 N'Djamena, Tchad
Tél. : +235/52 32 46/ 29 79 26
Fax : +235/52 32 46
Mél :Youssouf.adam@car amail.com

Adote-Bah ADOTEVI
Coordonnateur régional GTPE
Afrique de l'Ouest
B.P. 687 Lomé, TOGO
Tél. : +228/226/ 6198/ 3508
Fax : +228/226 3508
Mél : jadotevi@yahoo.com;

Margaret NSEREKO
Coordonnateur régional GTPE
Afrique de l'Est
Ministry of Education and Sports
Development House
4th Floor
P.O. Box 7063
Kampala, Uganda
Tél : +256/41 25 76 41
Fax : +256/41 2 34 51
Mél : nanserem@yahoo.co.uk
mnsereko@education.go.ug

Jeanne SIMEON
Coordonnatrice régionale GTPE
Océan Indien
Ministry of Education and Youth
Mont Fleuri
P.O. Box 48
00248 Victoria-Mahé, Seychelles
Tél : +248/28 31 31 +248 28 32 83
Fax : +248/22 48 59
Mél : tc@eduhq.edu.sc

Geoffrey TAMBULUKANI
Coordonnateur régional GTPE
Afrique australe
Lecturer School of Education
University of Zambia
P.O. Box 32379
Lusaka, Zambia
Tél : +260/1/ 29 13 81/ 25 39 52
Fax : +260/1/ 25 39 52/ 25 03 09
Mél : gtambulukani@edu.unza.zm

Statistiques de l'education

Tegegn Nuresu WAKO
Coordonnateur par intérim du GTSE
Bureau de l'UNESCO à Harare
P.O. Box HG 435 – Highlands, Harare, Zimbabwe
Tél. : +263/4 77 661 14
Fax : +263/4 77 60 55
Mél : t.nuresu-wako@unesco.org

Bernard AUDINOS
Coordonnateur GTSE SISED
pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale
UNESCO BREDA
12 Avenue L.S. Senghor
B.P. 3311
Dakar, Sénégal
Tél. :+221/822 4547
Fax :+221/821 3848
Mél : b.audinos@uis.unesco.org

Enseignement des mathématiques et des sciences

Bernard M. NJUGUNA
Coordonnateur GTEMS
SMASSE-WECSA Secretariat
P.O. Box 30596 – 001000
Nairobi, KENYA
Tél : +254/20 57 36 80/57 48 30
Fax : +254/20 57 38 11
Mél : info@smasse.org

Keiichi NAGANUMA
Coordonnateur GTEMS
SMASSE-WECSA Secretariat
P.O. Box 30596 – 001000
Nairobi, KENYA
Tél : +254/20 57 36 80/ 57 48 30
Fax : +254/20 57 38 11
Mél : adm@smasse.org

Les groupes ad hoc

GT ad hoc sur le VIH/SIDA

Hamidou BOUKARY
Spécialiste principal de programme
ADEA, c/o Institut international de planification de l'éducation (UNESCO/IIPE)
7-9, Rue Eugène-Delacroix,
75116 Paris, France
Tél : +33/(0)1 45 03 77 58
Fax : +33/(0)1 45 03 39 65
Mél : h.boukary@iiep.unesco.org

GT ad hoc sur la qualite

Joris van Bommel
Spécialiste de programme
ADEA, c/o Institut international de planification de l'éducation (UNESCO/IIPE)
7-9, Rue Eugène-Delacroix
75116 Paris, France
Tél : +33/(0)1 45 03 77 79
Fax : +33/(0)1 45 03 39 65
Mél : j.vanbommel@iiep.unesco.org

GT ad hoc sur le dialogue politique

Thanh Hoa DESRUELLES
Responsable Communication/Publications,
ADEA, c/o Institut international de planification de l'éducation (UNESCO/IIPE)
7-9, Rue Eugène-Delacroix
75116 Paris, France
Tél : +33/(0)1 45 03 77 69
Fax : +33/(0)1 45 03 39 65
Mél : th.desruelles@iiep.unesco.org

GT ad hoc sur le post-primaire

Hamidou BOUKARY
Spécialiste principal de programme
ADEA, c/o Institut international de planification de l'éducation (UNESCO/IIPE)
7-9, Rue Eugène-Delacroix
75116 Paris, France
Tél : +33/(0)1 45 03 77 58
Fax : +33/(0)1 45 03 39 65
Mél : h.boukary@iiep.unesco.org

Groupe de travail émancipé/membre associé

Participation feminine

Secrétariat du FEA (FAWE)
P.O. Box 21394
00505 Ngong Road - Nairobi, Kenya
Tél. : +254/2 573 131, 351, 359
Fax : +254/2 574 150 –
Mél : fawe@fawe.org
Site web : www.fawe.org

Programmes de l'ADEA

Programme d'échanges intra-africains

Hamidou BOUKARY
Spécialiste principal de programme
ADEA, c/o Institut international de planification de l'éducation (UNESCO/IIPE)
7-9, Rue Eugène-Delacroix
75116 Paris, France
Tél : +33/(0)1 45 03 77 58
Fax : +33/(0)1 45 03 39 65
Mél : h.boukary@iiep.unesco.org

Publications et communication

Thanh Hoa DESRUELLES
Responsable Communication/Publications,
ADEA, c/o Institut international de planification de l'éducation (UNESCO/IIPE)
7-9, Rue Eugène-Delacroix
75116 Paris, France
Tél : +33/(0)1 45 03 77 69
Fax : +33/(0)1 45 03 39 65
Mél : th.desruelles@iiep.unesco.org

Accent sur la qualité et la couverture

Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation (GTSE)

Objectif

Aider au développement de systèmes nationaux d'information statistique sur l'éducation pertinents et durables par le renforcement des capacités institutionnelles, humaines et techniques au sein des ministères de l'éducation.

Activités principales

- Développement de méthodologies de diagnostic systématique et d'outils pour la collecte de données nécessaires à la formulation de politiques pertinentes et à la gestion des systèmes éducatifs.
- Appui à l'élaboration de plans d'action nationaux.
- Constitution d'un réseau d'institutions et d'experts en systèmes d'information en vue d'activités de formation collaboratives et d'assistance mutuelle.
- Réalisation de modules techniques et de modules de formation en collaboration avec les experts africains.

L'accent sur la qualité

Le GT sur les statistiques de l'éducation (GTSE) poursuit un objectif à long terme – faire en sorte qu'en Afrique subsaharienne chaque ministère de l'éducation dispose d'un système viable d'informations statistiques pour la gestion de l'éducation (SIGE). Si, au début des années 1990, l'Afrique manquait cruellement de statistiques, aujourd'hui, la plupart des pays collectent des statistiques sur l'éducation de base et disposent d'indicateurs. Malgré cela, les besoins continuent d'exister et le GTSE poursuit son travail en mettant désormais l'accent sur la qualité afin d'améliorer la couverture, la fiabilité, l'actualité, l'accessibilité et la maniabilité des données. En outre, de nouvelles demandes émergent pour des statistiques sur le développement de la petite enfance, sur l'éducation et la formation des jeunes et des adultes (notamment dans le système non formel) et sur l'enseignement supérieur.

Les principales activités du GTSE pendant l'année écoulée sont résumées ci-après.

Maillage régional

Le GTSE finance les connexions Internet et la messagerie électronique des unités statistiques des ministères de l'éducation dans les pays membres du SISED. En 2004 les unités SIGE de Côte d'Ivoire, de Gambie, du Nigéria et du Swaziland ont été raccordées.

Par ailleurs, le GTSE a équipé son secrétariat d'un laboratoire de formation dernier cri. Les activités régionales de formation commenceront en 2005.

Les modules techniques

Le pôle de Dakar a amélioré la convivialité du système de collecte et de traitement de données SISED et l'a installé dans plusieurs pays. Le programme est désormais opérationnel pour l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire (général mais aussi technique et professionnel) au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. Il est en cours d'installation en Côte d'Ivoire, en Guinée Conakry et en Guinée Bissau. Par ailleurs, une version multilingue du module du SISED sur les données de base, conçu à l'origine en français par le pôle de Dakar, est en train d'être traduit pour les pays anglophones par le Secrétariat à Harare.

Dans le domaine des systèmes d'information pour la gestion de l'éducation non formelle, le Mozambique, la Namibie et l'Ouganda ont demandé à servir de terrain d'expérimentation pour des projets pilotes menés en collaboration avec le GT sur l'éducation non formelle (GTENF). Chaque pays a constitué une équipe technique qui a participé à l'analyse des besoins. Toutes travaillent actuellement avec les experts du SISED à la mise au point d'un SIGE spécifique à l'éducation non formelle.

Dans le domaine des systèmes d'information pour la gestion du personnel, une version pilote mise au point par le SISED est actuellement testée au Zimbabwe, pour aider le ministère à obtenir d'autres informations sur les enseignants qu'un simple décompte par qualification. Ainsi, le ministère saura si les enseignants enseignent bien les matières pour lesquelles ils ont été formés aux classes pour lesquelles ils ont été préparés ; il pourra également contrôler les mouvements de personnel (transferts, promotions et démissions).

Par ailleurs, le pôle de Dakar a organisé à Niamey (Niger) un atelier sur la carte scolaire pour 25 participants de sept pays d'Afrique de l'Ouest. A l'issue de l'atelier de suivi, les participants ont reçu les éléments cartographiques et statistiques nécessaires pour rédiger une étude de diagnostic.

Les modules de formation

Le GTSE a révisé le module sur la conception et l'hébergement de sites web et développé un module de présentation sur les SIGE. Il a également organisé plusieurs ateliers : un atelier à Nairobi sur les statistiques de l'éducation destiné à des journalistes d'Afrique de l'Est et de l'Ouest ; un atelier à Lilongwe pour le personnel technique sur la planification de systèmes d'information pour la gestion de l'éducation ; un atelier à Niamey pour le lancement du groupe technique sous-régional sur la carte scolaire et les systèmes d'information géographique (SIGE) ; un atelier à Pretoria pour former le personnel du GTSE aux didacticiels libres faisant appel au logiciel PHP (un langage de script pour le web).

Enfin, le site web du SISED a été intégralement remanié. A partir de « l'espace de travail virtuel », les visiteurs peuvent désormais accéder aux comptes rendus et aux résultats des ateliers de formation du GTSE – notamment les activités de suivi – ainsi qu'aux sites créés par les participants.▼

Pour en savoir plus, consultez le site web du SISED
http://www.unesco.org/nesis et http://www.dakar.unesco.org/sised/index.html

Contactez Tegegn Nuresu Wako
coordonnateur par intérim, WGSE
t.nuresu-wako@unesco.org

Nouvelle structure, nouvelle vision

Groupe de travail sur la profession enseignante (GTPE)

Objectif

Aider les ministères de l'éducation, les ONG et le secteur privé à créer un système adéquat de gestion et de mobilisation des enseignants visant à améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage des enseignants et des élèves.

Activités principales

- Plaidoyer pour mobiliser les groupes cibles et les parties prenantes ainsi que les ressources.
- Recherche sur les pratiques pédagogiques pour comprendre comment améliorer les performances en classe et adapter les programmes et les modalités de formation des enseignants.
- Constitution d'un réseau d'échanges professionnels entre enseignants, inspecteurs et conseillers pédagogiques.
- Renforcement des capacités de gestion et de formation professionnelle selon les besoins exprimés par les ministères de l'éducation.

Après la fusion des sections anglophone et francophone en 2003, les structures de gouvernance du nouveau Groupe de travail sur la profession enseignante (GTPE) sont devenues opérationnelles en 2004. Si le GTPE a changé de structure, c'est parce qu'il a conscience de la nécessité d'offrir une aide adaptée aux ministères de l'éducation des pays d'Afrique subsaharienne confrontés aux défis et opportunités du développement, notamment ceux qui sont liés aux objectifs du millénaire (ODM) et à l'éducation pour tous (EPT), aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et leur utilisation pour la formation des enseignants, à la pandémie du VIH/SIDA ou encore au NEPAD.

La mission première du GT est de travailler en partenariat avec les ministères africains de l'éducation, les organismes de coopération au développement, les organisations communautaires, les syndicats d'enseignants et les ONG afin d'aider à concevoir et à fournir une éducation de base de qualité pour tous en contribuant à l'instauration d'un environnement d'enseignement et d'apprentissage propice et adéquat.

Les activités en 2004

Mise en place d'une nouvelle structure et de nouvelles priorités : Le GTPE a tourné une page de son histoire en adoptant, en 2004, une nouvelle structure d'encadrement. Les cinq coordonnateurs régionaux du GT ont tenu leur première réunion en mai, pour discuter des stratégies à mettre au point et de la faisabilité des plans d'action visant à institutionnaliser les groupes de travail nationaux en Afrique et à les rendre opérationnels. Ils ont décidé de remplacer l'ancien programme de gestion et de mobilisation des enseignants (TMS) par un programme plus large de gestion, de mobilisation et de formation des enseignants (TEMS), afin de pouvoir répondre également aux attentes en matière de développement et de soutien à la formation initiale des enseignants.

Coordination des activités de formation et de gestion et mobilisation des enseignants en Angola : Le GTPE a participé à une réunion consultative sur l'EPT organisée à l'initiative de l'UNESCO en Angola. Tenue du 19 au 24 avril 2004, la réunion avait pour objectif de faire un bilan de l'éducation du pays par rapport aux objectifs EPT, d'identifier les lacunes et de préparer un plan d'action et un budget correspondant. Le représentant du GT en a profité pour nouer des relations importantes, notamment avec le ministère de l'éducation du pays et les agences prêtes à aider l'Angola dans le domaine de la formation, de la gestion et de la mobilisation de la profession enseignante. Le GTPE a par la suite été chargé de coordonner l'aide apportée à l'Angola dans ce domaine par les organismes suivants : l'UNESCO, l'UNISA (l'université d'Afrique du Sud), l'IIRCA (L'institut international de renforcement des capacités en Afrique), l'UVA (l'université virtuelle africaine) et l'UNICEF.

Développement de modules sur l'enseignement multigrade : En 2004, le GTPE a commencé la révision de sept modules sur l'enseignement multigrade. Il a ensuite organisé, en collaboration avec le Secrétariat du Commonwealth, la Banque mondiale et l'Irish Trust Fund, un atelier qui s'est tenu du 29 novembre au 3 décembre 2004 en Ouganda. Cet atelier faisait partie d'une série d'actions autour de l'enseignement et de l'apprentissage multigrades dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités consacré à l'amélioration de la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne. Les participants venaient de l'Ethiopie, de la Gambie, du Kenya, du Lesotho, du Nigéria, de l'Ouganda et de la Zambie.

Dans le cadre de sa stratégie de partage et de diffusion des informations, le GTPE a révisé sa plaquette de présentation publiée en trois langues : anglais, français et portugais.

Axes privilégiés et priorités

Les plans EPT, les ODM liés à l'éducation, le NEPAD, l'utilisation des TIC dans l'éducation et la pandémie du SIDA font partie des nouveaux défis que le GT se doit de relever. Le GTPE privilégiera notamment le travail autour du VIH/SIDA, qui affecte le développement professionnel des enseignants au point d'en devenir une préoccupation essentielle.

En novembre 2004, le GTPE a participé à la Conférence sur les enseignants contractuels organisée par l'ADEA, la Banque mondiale et l'Internationale de l'éducation. Dans le cadre des activités de suivi de la conférence, le GTPE a réuni les pays qui souhaitent approfondir les questions de développement professionnel des enseignants et de rénovation pédagogique. En collaboration avec ses partenaires stratégiques, il a engagé une action conjointe avec les pays qui ont choisi ce que l'ADEA considère comme étant un des « piliers » principaux de l'amélioration de la qualité. Cette initiative, qui s'inscrit dans les préparatifs de la prochaine biennale, prévue pour 2006, sera approfondie tout au long de l'année 2005.▼

@ Pour en savoir plus, sur le GTPE contactez Virgilio Juvane coordonnateur, GTPE v.juvane@commonwealth.int

Transférer les leçons aux contextes nationaux

Groupe ad hoc sur la qualité de l'éducation

Objectif

Soutenir les pays africains dans leurs efforts visant à offrir une éducation de qualité pour tous, en insistant sur l'efficacité des apprentissages.

Activités principales

- Réalisation d'une vaste étude sur l'amélioration de la qualité de l'éducation. L'étude a servi de base aux discussions de la biennale 2003 de l'ADEA.
- Constitution de pôles qualité inter-pays dont l'objectif est d'approfondir le dialogue sur les politiques, de tirer les enseignements d'expériences régionales ou internationales et de les intégrer dans des initiatives en cours dans les pays.
- Réalisation d'études approfondissant divers sujets liés à l'amélioration de la qualité de l'éducation : l'impact et le rôle des directeurs d'établissements ; le rôle des associations de parents d'élèves ; l'éducation bilingue et l'utilisation des langues nationales.

Créé en 2002, le GT ad hoc sur la qualité de l'éducation a pour principaux objectifs et défis :

- instaurer une culture de la qualité chez les acteurs et partenaires clés œuvrant au développement de l'éducation en Afrique ;
- fournir un cadre réunissant des concepts, politiques, stratégies, méthodes et instruments de mise en œuvre efficaces et opérationnels ;
- faciliter la transposition des leçons apprises au niveau international et/ou régional aux contextes nationaux – là où l'action a véritablement lieu.

L'année 2004 s'est révélée riche en défis pour le GT ad hoc sur la qualité de l'éducation. Après la finalisation de l'étude *Le Défi de l'apprentissage : améliorer la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne* [voir encadré à la page suivante] – dont une première version avait été présentée à la biennale 2003 de l'ADEA, qui s'est tenue à Maurice – le GT a mis en oeuvre des activités de consolidation et de suivi.

Activités de suivi et préparation de la prochaine biennale

Les discussions de la biennale de Grand Baie ont démontré la pertinence et la richesse des expériences résultant des programmes d'amélioration de la qualité menés en Afrique mais aussi leur diversité. Elles confirment par ailleurs tout l'intérêt de documenter soigneusement et d'exploiter judicieusement les leçons apprises.

L'année 2004 a été pratiquement dédiée au suivi de la biennale 2003, le GT se consacrant aux politiques et pratiques visant l'amélioration de la qualité. Ces activités ont été menées en partenariat avec les agences de coopération au développement et les institutions et réseaux africains engagés dans la recherche, l'expérimentation, le partage, le renforcement des capacités, l'édition, la diffusion et le dialogue sur les politiques. Dans ce domaine, le séminaire du comité directeur de l'ADEA organisé en avril à Chavannes-de-Bogis (Suisse) a été consacré aux activités de suivi susceptibles d'avoir un impact significatif sur les concepts et pratiques actuellement en oeuvre pour renforcer la qualité de l'éducation. Les participants ont approuvé un cadre conceptuel pour les activités de suivi et plusieurs pays et agences se sont inscrits pour participer à des initiatives conformes à leurs besoins, à leurs priorités et à leurs domaines d'expertise.

Les études en cours

Deux études ont été engagées en collaboration avec des partenaires : l'une avec l'Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires (AFIDES) sur l'impact et le rôle des directeurs d'établissements ; l'autre avec la Fédération africaine des parents d'élèves et d'étudiants (FAPE) sur le rôle des associations de parents d'élèves. Pour sa part, l'Institut de l'UNESCO sur l'éducation (IUE) fait un bilan de l'éducation bilingue et de l'utilisation des langues africaines. Les conclusions de ces études seront discutées courant 2005 et présentées à la prochaine biennale.

Les pôles qualité inter-pays

Des pôles qualité inter-pays ont été mis en place pour permettre aux pays d'approfondir des thèmes considérés par eux comme prioritaires , de tirer les leçons d'expériences internationales et régionales et de les intégrer dans des initiatives en cours dans certains pays. Les domaines cernés par les pôles qualité inter-pays sont les suivants :

- Développement professionnel des enseignants et rénovation pédagogique ;
- Réformes des établissements scolaires et des classes ;
- Décentralisation / diversification de l'éducation ;
- Programmes scolaires / politiques linguistiques ;
- Equité / financement.

La biennale 2006 de l'ADEA approfondira le thème de l'amélioration de la qualité

La prochaine biennale de l'ADEA aura lieu du 28 au 31 mars 2006. Elle approfondira le thème discuté lors de la précédente biennale, l'amélioration de la qualité de l'éducation en Afrique subsaharienne. Plusieurs angles seront examinés en profondeur : les facteurs d'efficacité des écoles et programmes d'alphabétisation efficients ; les programmes de développement de la petite enfance réussis et abordables.

Une publication majeure sur la qualité de l'éducation en Afrique subsaharienne

Le document de synthèse de l'étude de l'ADEA sur l'amélioration de la qualité de l'éducation, *Le défi de l'apprentissage : améliorer la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne,* est sous presse. Une première version de ce document avait été présentée à la biennale 2003 de l'ADEA qui s'est déroulée à Grand Baie (Maurice) en décembre 2003.

Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, moins d'un tiers des enfants en âge d'être scolarisés acquièrent les connaissances et les qualifications spécifiées dans les programmes nationaux du primaire.

Pour les auteurs de cet ouvrage, la concrétisation des défis de l'EPT passe par la résolution de deux problématiques confondues – la qualité et l'équité. Ils étudient diverses options financièrement viables pour permettre aux pays d'Afrique subsaharienne de parvenir à ce résultat.

L'analyse repose sur 22 études de cas nationales rendant compte de programmes d'amélioration de la qualité menés en Afrique, 40 documents d'appui et une étude documentaire de recherches africaines non publiées.

L'ouvrage passe en revue l'expérience de l'Afrique subsaharienne dans différents domaines : coût-efficacité des investissements dans les intrants ; réformes des programmes scolaires pour améliorer la pertinence de l'enseignement ; évolution des stratégies pédagogiques et de la formation des enseignants pour renforcer l'efficacité des écoles ; différenciation des programmes et diversification des prestataires pour des résultats plus équitables. Il étudie également l'impact de la volonté de mettre en place des initiatives d'amélioration de la qualité et de l'équité sur les modalités de financement et de gestion des systèmes éducatifs et sur les systèmes d'évaluation et de contrôle de l'apprentissage des élèves. Enfin, l'ouvrage propose un cadre stratégique pour l'amélioration de la qualité.

Commandé par l'ADEA pour alimenter les discussions de sa biennale 2003, l'ouvrage a été réalisé par une équipe de spécialistes de l'éducation d'Afrique et d'autres régions sous la direction d'Adriaan Verspoor, consultant en éducation et spécialiste de l'Afrique.

Le défi de l'apprentissage : améliorer la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne. Document de discussions préparé pour la biennale de l'ADEA (Grand Baie, Maurice, 3-6 décembre 2003). Edité par Verspoor, Adriaan, avec la contribution de Dembélé, M.; Greaney, V.; Kellaghan, T.; Mingat, A.; Moulton, J.; Naidoo, J.; Ndoye, M.; Oxenham, J.; Schubert, J.; Sedel, C.; van Uythem, B.; Verspoor, A.
ADEA, 2005, ISBN: 92-9178-050-2. Également disponible en anglais.

Plus d'une vingtaine de pays ont répondu à l'appel et ont permis la constitution de pôles autour de ces priorités. L'objectif principal des pôles est de renforcer les capacités techniques et institutionnelles en matière de recherche et d'expérimentation ; de faciliter les échanges et le partage d'expériences et de meilleures pratiques ; et de donner un appui à la conception de projets.

Des réunions consultatives du Pôle qualité sur le développement professionnel des enseignants et du Pôle qualité sur l'éducation bilingue ont été organisées en 2004. Il s'agissait dans les deux cas d'identifier les besoins, de décrire les programmes en place, de revoir les modes de coopération et de se mettre d'accord sur les contributions à la prochaine biennale de l'ADEA.

La première réunion du **Pôle qualité inter-pays sur la formation professionnelle des enseignants et la rénovation pédagogique** s'est tenue à Bamako (Mali) le 24 novembre 2005. Sept pays – le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée, le Niger, la République du Congo, le Togo et Zanzibar – ont participé à ces travaux, aux côtés de partenaires stratégiques : le Centre Paul-Gérin Lajoie de l'université du Québec à Montréal, l'Institut de la Banque mondiale, l'Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA) et l'Université virtuelle africaine (UVA). Les coordonnateurs du Groupe de travail sur la profession enseignante (GTPE) et le Secrétariat de l'ADEA étaient également présents. Chaque pays a fait le point sur la formation professionnelle des enseignants, sur les projets en cours ou prévus, sur leurs besoins d'assistance pour la mise en œuvre de ces projets et sur des propositions de coopération avec d'autres pays africains.

L'atelier organisé pour le **Pôle qualité inter-pays sur l'éducation bilingue** à Dakar, le 25 novembre 2004, a réuni des représentants du Burkina Faso, du Cameroun, du Niger et du Sénégal ainsi que leurs partenaires de l'IUE/UNESCO et de l'Académie africaine des langues (ACALAN). Plusieurs recommandations sur l'amélioration de la qualité ont été formulées :

- produire un document vidéo et une affiche sur l'éducation bilingue ;
- résorber l'apparente dichotomie entre langues locales et langues officielles ;
- définir un environnement propice à une éducation bilingue de qualité ;
- mettre en évidence de manière explicite le rapport entre l'utilisation des langues locales et un apprentissage de qualité.

D'autres réunions consultatives sont prévues en 2005 et en 2006 pour les autres pôles. ▼

@

Pour en savoir plus sur le GT ad hoc sur la qualité contactez Joris Van Bommel spécialiste de programme Secrétariat de l'ADEA j.vanbommel@iiep.unesco.org

Education de base : et après ?

GT ad hoc sur l'éducation post-primaire

Objectif

Aider les pays d'Afrique subsaharienne à donner à l'éducation post primaire toute sa place afin de garantir un développement économique et social durable.

Activités principales

- Plaidoyer en faveur de l'éducation post primaire.
- Bilan des meilleures pratiques en Afrique.
- Développement de modèles pour l'éducation post-primaire et création d'une base de données.
- Définition de compétences et de capacités essentielles pour l'Afrique au XXIème siècle.
- Soutien aux pays engagés dans la réforme de leur éducation post primaire.

En novembre 2004, le comité directeur de l'ADEA a approuvé la mise en place d'un Groupe de travail ad hoc sur l'éducation post-primaire (GTEPP). Ses grands axes de travail sont l'enseignement secondaire et le développement des compétences.

Une réunion d'experts s'est ensuite tenue à Edimbourg, le 26 avril 2005. La rencontre, qui a rassemblé des spécialistes de l'enseignement secondaire et du développement des compétences, avait pour principal objectif d'élaborer le programme d'activités pour le groupe de travail. Les participants y ont unanimement recommandé une approche globale et systémique de la problématique du post-primaire dans une vision intégratice.

Raison d'être

La priorité accordée à l'éducation de base a relégué au deuxième plan la refléxion à mener sur l'articulation entre le post-primaire, le développement des compétences et l'éducation de base. Aujourd'hui, alors que de nombreux pays sont sur la voie de réaliser l'éducation pour tous, il est grand temps de s'intéresser à ce niveau d'éducation et de formation. Dans ce contexte, de nombreuses questions méritent en effet d'être approfondies afin de pouvoir soutenir les pays africains dans leurs efforts. Comment prendre en charge la poursuite de l'éducation des millions d'enfants qui frapperont aux portes du secondaire ? Quelle approche adopter pour répondre à la fois à des besoins devenus massifs et aux exigences de qualité et d'équité ? Quels modèles d'enseignement secondaire faut-il promouvoir ? Quelles réformes de curriculum seront nécessaires pour répondre à la fois aux besoins des contextes locaux et aux standards internationaux ? Comment aborder les questions de coût et de financement ? Quelles sont les possibilités d'un développement massif des compétences au sein de l'enseignement post-primaire et/ou dans la phase post-primaire ? Quelles politiques et pratiques africaines se sont avérées efficaces ? Comment assurer la qualité de la formation et son adéquation aux besoins de l'économie formelle et informelle ? Que faire, face au budgets limités des ministères de l'éducation, pour financer le développement du secondaire et celui des compétences ? Comment gérer la co-existence des nombreux prestataires de services autres que les ministère de l'éducation qui ne peuvent, à eux seuls, assurer l'ensemble des services éducatifs et de formation ?

Objectifs et stratégies

Le GTEPP devra plaider pour qu'une plus grande place soit accordée au post-primaire par les ministères de l'éducation ; il devra expliciter l'importance qu'il revêt pour le développement économique et social des pays. Il devra également plaider pour une plus grande cohérence entre les différents modèles et formes de l'éducation post-primaire en encourageant le développement de partenariats publics/privés et une meilleure articulation entre le formel et le non-formel. Par ailleurs, le GTEPP stimulera les ministères africains de l'éducation afin d'élargir leur vision de l'éducation et de la formation au-delà de leurs propres portefeuilles.

Une tâche essentielle sera de rassembler des informations sur l'éducation post-primaire puisque les données essentielles pour un travail analytique manquent trop souvent. Il faudra également entreprendre des études pour identifier les questions importantes en matière de politique et se renseigner sur l'expérience des pays. Le groupe de travail identifiera également les bonnes et mauvaises pratiques en Afrique et dans les autres régions en développement afin d'en tirer des enseignements.

Le GT s'interessera également à la question des coûts et des économies internes que devront effectuer les ministères pour être capables d'élargir le champ de l'éducation post-primaire.

Fonctionnement du groupe de travail

Le groupe de travail est en train de se constituer. Il réunira les agences de coopération bilatérales et multilatérales intéressées par la problématique du post-primaire afin de pouvoir servir de promoteur et de catalyseur entre toutes les parties prenantes.

Activités principales prévues

En 2005, les principales activités seront les suivantes :

- Plaidoyer en faveur de l'éducation post-primaire lors du séminaire régional du BREDA en novembre 2005 et lors de conférences ministérielles ;
- Identification et documentation de bonnes pratiques ;
- Développement d'un avant-projet du cadre indicatif en procédant à un état des lieux ;
- Définition d'un ensemble des compétences/capacités appropriées pour le XXIème siècle et pour l'éducation post-primaire en Afrique.
- Soutien à quelques pays engagés dans la réforme de leur enseignement post-primaire. ▼

Pour en savoir, contactez
Hamidou Boukary
Spécialiste principal de programme
Secrétariat de l'ADEA
h.boukary@iiep.unesco.org

Développer des réponses nationales et régionales

Groupe ad hoc sur le VIH/SIDA et l'éducation

Objectif

Aider les pays d'Afrique subsaharienne à apporter des réponses pour faire face à l'impact du VIH/SIDA et atténuer son impact sur les systèmes éducatifs.

Activités principales

- Evaluation de l'impact du VIH/SIDA sur les systèmes éducatifs et développement de partenariats.
- Echange d'expériences sur les pratiques et stratégies efficaces pour faire face au VIH/SIDA et atténuer son impact.
- Appui au développement de plans sectoriels de lutte contre le VIH/SIDA.
- Appui au développement et à la mise en place de systèmes d'information sensibles à l'impact du VIH/SIDA.

Créé pour coordonner et harmoniser les activités des groupes de travail de l'ADEA et de ses programmes pour faire face à l'impact de VIH/SIDA sur les systèmes éducatifs, le GT ad hoc sur le VIH/SIDA a consacré son programme 2004 à consolider le dynamisme acquis au cours des années précédentes. Cela a essentiellement consisté à mettre en œuvre les recommandations formulées lors de la conférence ministérielle tenue en 2003 au Gabon : favoriser les échanges d'expériences et d'expertise entre ministères de l'éducation ; fournir aux pays une assistance technique pour élaborer et enrichir les plans nationaux sectoriels de lutte contre le VIH/SIDA ; initier la création de systèmes d'information sensibles au problème du SIDA ; conduire les GT de l'ADEA à ancrer plus encore la lutte contre le SIDA dans leurs programmes.

A ce jour, les efforts du GT ont surtout porté sur l'évaluation de l'impact de la pandémie sur les systèmes éducatifs et sur les stratégies mises en oeuvre pour l'atténuer et sur la mise en place de réseaux avec et entre institutions partenaires.

Finalisation du plan de lutte contre le VIH/SIDA au Gabon

En 2004, à la suite d'une requête formulée par le ministère de l'éducation gabonais, l'ADEA a facilité l'organisation d'un atelier national qui a réuni les parties prenantes du système éducatif et les autres acteurs concernés par le VIH/SIDA : comité national sur le SIDA (PNLS/IST), programmes universitaires et de santé scolaire, syndicats d'enseignants et d'étudiants, ONG et Association gabonaise de personnes vivant avec le VIH. L'atelier s'était fixé quatre objectifs : (i) définir les priorités du ministère ; (ii) élaborer un cadre stratégique pour la prévention du VIH/SIDA et l'atténuation de son impact ; (iii) fixer les responsabilités de chacune des parties prenantes en matière d'action à entreprendre ; et (iv) évaluer le coût du plan sectoriel et ses implications. L'atelier a bénéficié de l'assistance technique d'un spécialiste du programme régional du PNUD sur le VIH/SIDA basé à Pretoria, en Afrique du Sud, qui a conduit l'analyse du plan sectoriel et aidé les participants à parvenir à un consensus sur la façon de s'attaquer à l'impact de la pandémie sur le système éducatif. L'une des décisions importantes prise par les participants a été de recommander le développement et la mise en place de systèmes d'information intégrant le VIH/SIDA.

Documentation du PRESIEC au Congo

Le GT ad hoc facilite l'échange d'expériences et soutient les efforts visant à documenter les approches prometteuses en matière de prévention et d'atténuation de l'impact du VIH/SIDA. L'expérience du PRESIEC (Prévention du SIDA dans les écoles du Congo) repose sur un cadre complexe de partenariats qui réunit les secteurs public et privé dans le soutien apporté au système éducatif pour lutter contre le VIH/SIDA. En octobre et novembre 2004, un consultant recruté par l'ADEA a travaillé avec deux ministères de l'éducation pour s'informer sur le PRESIEC et évaluer l'efficacité du projet. Un premier rapport sera diffusé en 2005.

Les échanges sous-régionaux

En collaboration avec le bureau central de l'UNESCO à Harare, la division de la formation des enseignants de l'UNESCO et le GT ad hoc ont organisé un colloque sous-régional sur le thème « Enseigner dans un monde où le SIDA existe ». Le colloque visait à : (i) introduire et discuter l'initiative mondiale « Vers une génération sans SIDA » et la nécessité de réponses coordonnées aux plans national et régional ; (ii) promouvoir le dialogue entre les principaux responsables du ministère et les autres parties prenantes sur le rôle nouveau de l'enseignant et de la formation des maîtres ; (iii) identifier et analyser les facteurs empêchant les ministères de s'attaquer de front à l'impact du VIH/SIDA sur le corps enseignant ; (iv) identifier et partager les bonnes pratiques dans la région et ailleurs ; (v) définir des plans d'action pour fournir une réponse globale à la menace que la pandémie fait peser sur les enseignants. Le groupe ad hoc a apporté son soutien à la participation de 25 responsables de haut ou moyen rang venus de cinq pays (Botswana, Malawi, Mozambique, Zimbabwe et Zambie). Ministères de l'éducation, syndicats d'enseignants, comités nationaux sur le SIDA, agences des Nations Unies, ONG internationales étaient présents, ainsi que des personnes ressources en provenance d'Afrique et d'Europe et un groupe de professeurs du Zimbabwe vivant avec le virus. Par ailleurs, deux groupes de travail de l'ADEA, les GT sur la profession enseignante et sur l'enseignement supérieur, ont partagé leur expérience et leur approche dans leur combat face à la pandémie. Ils ont également rencontré les représentants des différents pays et les agences partenaires présentes afin de définir des cadres de coopération.▼

@ Pour en savoir plus, contactez
Hamidou Boukary
spécialiste principal
de programme
h.boukary@iiep.unesco.org

Le dialogue politique pour mobiliser les efforts

Groupe de travail ad hoc sur le dialogue politique

Objectif

Aider les pays à mobiliser les efforts, à construire un consensus autour de leurs politiques et réformes éducatives et à établir les partenariats nationaux et internationaux indispensables au succès de ces politiques en renforçant le dialogue politique.

Activités principales

- Des séminaires de formation pour renforcer les capacités de leadership et les compétences dans les domaines de la concertation, de la négociation, de la communication, de la prévention et de la résolution des conflits.
- Elaboration et mise à disposition de théories et de pratiques pertinentes de dialogue politique, susceptibles d'éclairer et d'outiller les acteurs de l'éducation.
- Développement de modules et de procédures de formation qui serviront de base à des activités de formation au niveau national.

Contexte et raison d'être du GT

Les systèmes éducatifs africains sont confrontés à des défis majeurs d'accès, d'équité, de qualité, de pertinence, de financement et de gestion qui doivent être résolus en vue de la réalisation des objectifs EPT en 2015. Pour relever ces défis, les ministres de l'éducation doivent mobiliser tout le potentiel disponible, interne et externe. De manière plus spécifique, ils sont appelés à construire un consensus autour de leurs politiques et réformes éducatives et à établir les partenariats nationaux et internationaux indispensables au succès de ces politiques.

Il se trouve que la plupart des réformes éducatives se heurtent à de fortes résistances et provoquent quelquefois des crises. Les autres sources de conflits ne manquent pas entre acteurs de l'éducation, conflits qui entravent le fonctionnement des systèmes, réduisent les temps d'apprentissage-enseignement et handicapent le développement quantitatif et qualitatif de l'éducation.

En outre, au niveau des pays, les processus de démocratisation, l'émergence de la société civile dans le champ de l'éducation, les politiques de décentralisation et la nécessité de promouvoir des approches participatives et la coordination des interventions extérieures rendent croissants les besoins en dialogue politique. Or, souvent, les ministères ne disposent pas de capacités techniques et institutionnelles adéquates pour y répondre.

Dans un tel contexte où l'action concertée et convergente d'un nombre de plus en plus grand d'acteurs s'avère indispensable, le dialogue politique représente un instrument critique dans la conception, la mise en œuvre, la gestion et le développement des politiques éducatives.

C'est dans ce contexte que l'ADEA s'est associée au Bureau international de l'UNESCO (BIE) pour constituer le Groupe ad hoc sur le dialogue politique.

Séminaires de formation

A ce jour, le BIE et l'ADEA ont organisé quatre séminaires de formation au dialogue politique. Les séminaires se sont adressés à des ministres de l'éducation et à des cadres de haut niveau qui, de par leurs fonctions, sont amenés à dialoguer et à négocier avec leurs partenaires internes et externes (directeurs de la planification, chargés de communication, cadres responsables des négociations avec les partenaires internes ou externes). En 2003, trois séminaires de formation ont été organisés à Bamako et à Dakar pour les pays francophones. En 2004, un séminaire de formation a été organisé à Luanda pour les pays lusophones. Les séminaires de formation comprenait des modules englobant des sujets variés tels que la communication, la négociation, l'analyse sectorielle en appui au dialogue politique, le dialogue interne (entre, notamment, les ministères de l'éducation et les ministères des finances mais aussi les syndicats d'enseignants) et le dialogue avec les partenaires externes.

En 2005 et 2006, d'autres séminaires de formation sont prévus, notamment pour les pays anglophones et les pays en situation de conflits ou de post-conflits.

Les séminaires de formation ont permis et permettront encore de documenter les expériences de différents pays et de partager les leçons apprises en les mettant en perspective grâce à des apports de connaissances internationales sur des sujets aussi divers que la construction d'une vision de l'éducation, la consultation des acteurs dans le processus d'élaboration de politiques éducatives, le dialogue social pour l'adoption de réformes, la négociation avec les partenaires au développement, la négociation entre ministères de l'éducation et ministères des finances, le développement de stratégies de communication pour accompagner les réformes.

Perspectives

En 2005 et 2006, le groupe ad hoc aura pour objectif principal de rassembler et de mettre à profit les acquis des séminaires organisés par le BIE et l'ADEA entre 2002 et 2005. Le travail analytique à réaliser vise à rendre communicable ces acquis afin de les mettre à la disposition de tous les acteurs concernés sous la forme de modules de formation constitués en kits. Les résultats principaux attendus du groupe de travail ad hoc en 2005-2006 sont les suivants :

- Production d'un document de référence sur le dialogue politique ;
- Production d'outils didactiques sous forme de matériaux de formation ;
- Développement de kits d'inter- ou d'auto-formation qui serviraient de support à des initiatives au niveau des pays afin de démultiplier les efforts de formation. ▼

Pour en savoir plus, contactez
Thanh-Hoa Desruelles
responsable publications et communication
Secrétariat de l'ADEA
th.desruelles@iiep.unesco.org

Echanger, apprendre et capitaliser

Le programme d'échanges intra-africains

Objectif

- Faciliter la mise en commun de l'expertise africaine ;
- Encourager le développement de capacités régionales ;
- Capitaliser sur les expériences réussies adaptables à d'autres contextes.

Activités principales

- Echanges entre ministères africains de l'éducation : visite d'études de responsables ministériels intéressés par l'expérience d'un autre pays ou missions d'expertise de spécialistes africains envoyés comme consultants pour appuyer un pays demandeur sur une question de politique éducative.

Conçu initialement pour encourager les ministères de l'éducation des pays d'Afrique subsaharienne à utiliser les capacités régionales et à puiser dans leurs expériences et compétences mutuelles, l'IAEP a récemment évolué afin d'inclure des expériences conduites en dehors du continent africain et, plus particulièrement dans les pays d'Amérique latine et d'Asie dont le contexte socio-économique se rapproche de celui des pays africains. La logique qui sous-tend l'IAEP s'appuie sur le fait que l'ADEA a pris conscience de ce que les échanges entre pays africains représentent une composante primordiale du processus de co-apprentissage et d'échanges de bonnes pratiques qui peuvent être adaptées au contexte local[1].

Contrairement à la demande qui reste encore faible, la qualité des échanges a eu tendance à augmenter. En 2004, les rapports de mission soumis par les quatre pays ayant bénéficié de l'IAEP montrent que le processus de co-apprentissage porte ses fruits en ce sens que les responsables des visites d'échange réfléchissent et comparent leurs expériences à celles qu'ils ont étudiées puis déclarent leur intention de traduire ces réflexions en recommandations politiques. En outre, les rapports fourmillent d'informations sur l'analyse comparée des domaines de réforme examinés. En 2004, quatre pays ont été en mesure de mener à bien leurs activités d'échange : le Burkina Faso, le Congo Brazzaville, la Guinée Conakry et le Niger.

Burkina Faso

Après que le plan décennal pour le développement de l'Education de base du Burkina Faso eut été adopté, le ministère de l'Education de base a demandé à accéder au programme IAEP pour envoyer deux délégations composées de hauts responsables et de techniciens sous la direction du ministre de l'éducation, dans deux pays : le Niger et le Sénégal. Cette équipe a tiré les enseignements des expériences des deux pays dans les domaines couverts par le plan : (i) création d'un commissariat pour les enseignants contractuels ; (ii) restructuration des écoles bilingues franco-arabes (Medersas) ; (iii) réforme de la formation des enseignants ; (iv) organisation du recyclage des enseignants par un système d'enseignement à distance ; (v) expansion et promotion des programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle.

Congo Brazzaville

En décembre 2004, deux hauts fonctionnaires du ministère des Enseignements primaire et secondaire et de l'Alphabétisation de la République du Congo ont passé deux semaines à Dakar (Sénégal) pour étudier avec leurs homologues le système éducatif de ce pays et, en particulier, les expériences menées pour : (i) la promotion de la participation de la communauté ; (ii) la gestion des écoles publiques et privées, notamment les problèmes de sécurité/sûreté ; et (iii) l'éradication de l'analphabétisme. Les deux responsables ont rédigé un rapport complet sur les systèmes congolais et sénégalais, et ont souligné, ce faisant, les leçons les plus importantes que le système congolais, qui a enregistré plusieurs revers au cours de la décennie passée, pourrait en tirer. L'une des recommandations formulées invitait le ministère des Enseignements primaire, secondaire et de l'Alphabétisation du Congo à utiliser le rapport lors d'une conférence réunissant des acteurs importants de l'éducation qui s'est tenue en 2005 [2].

Guinée Conakry

A la demande du ministre de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Education civique de Guinée, l'ADEA a facilité la réalisation d'une visite d'étude au Bénin d'une délégation de six responsables et techniciens du ministère. La délégation a étudié les expériences béninoises en matière de : (i) mise en œuvre du plan EPT et, en particulier, de sa composante qualité ; (ii) politiques et stratégies employées pour obtenir l'égalité d'accès au sein du système éducatif ; (iii) recyclage des enseignants par le truchement des divers modes d'enseignement à distance et systèmes de gestion des enseignants ; (iv) utilisation de statistiques pour la planification de l'éducation.

Niger

Le Niger a envoyé une délégation de six membres au Bénin afin de bénéficier de l'expertise de leurs homologues dans les domaines suivants : (i) stratégies à employer pour résoudre les conflits avec les syndicats d'enseignants ; (ii) politiques sectorielles en matière de VIH/SIDA ; (iii) politiques d'éducation destinées aux filles. En matière de stratégies visant à résoudre les conflits entre les syndicats et le ministère de l'Education, la délégation du Niger a appris combien il était important de disposer d'un système efficace et complet de gestion des enseignants qui comporte, entre autres, des directives claires et négociées sur l'évolution des carrières, le déploiement des enseignants et les procédures de départ à la retraite.▼

1. Document de vision de l'ADEA : *L'ADEA du passé au futur : permanences et évolutions.*
2. L'ADEA a soutenu cette conférence et le Secrétaire Exécutif en a été l'un des animateurs.

Pour en savoir plus contactez
Hamidou Boukary
Spécialiste principal de programme
Secrétariat de l'ADEA
h.boukary@iiep.unesco.org

Nouvelle série de publications

L'ADEA est heureuse d'annoncer le lancement de sa nouvelle série de publications *Expériences africaines – études de cas nationales.* A travers cette collection, l'ADEA vise à mettre en valeur les expériences porteuses qui se déroulent sur le continent africain.

Les quatre premières publications de la collection viennent de paraître : *La réforme de la formation initiale en Guinée, La stratégie du faire-faire au Sénégal, Améliorer la qualité de l'éducation des nomades au Nigéria* et *Le programme de lecture dans l'enseignement primaire en Zambie.* Ces publications [Voir les références en page 25], ainsi que celles qui suivront, sont le récit d'initiatives réussies dans le domaine de l'éducation.

La réforme de la formation initiale des maîtres en Guinée (FIMG), nous renseigne sur l'expérience de la Guinée, qui a réussi, à partir de 1998, à former plus de 2000 instituteurs par an (soit dix fois plus qu'avant), à combler le manque crucial d'enseignants et à augmenter de manière significative les taux de scolarisation. *La stratégie du faire-faire au Sénégal* décrit une stratégie de décentralisation de la gestion de l'éducation et de diversification de l'offre qui a touché plus d'un million et demi d'apprenants entre 1993 et 2001 et réduit le taux d'analphabétisme de 68 % à 46 %. *Améliorer la qualité de l'éducation des nomades au Nigéria* relate les efforts du gouvernement nigérian pour offrir une éducation de base aux 3,1 millions d'enfants nomades faisant partie des communautés migrantes vivant de l'élevage et de la pêche. *Le programme de lecture dans l'enseignement primaire en Zambie* a fait appel à toute une palette de stratégies d'alphabétisation utilisant les langues locales qui a fait ses preuves en améliorant de manière significative les niveaux de lecture des élèves dans le primaire.

Expériences africaines études de cas nationales

La nouvelle collection *Expériences africaines – études de cas nationales* fait partie des efforts de l'ADEA vers une meilleure gestion et dissémination de ses connaissances.

Le repérage d'expériences réussies, leur analyse et leur diffusion font partie de la méthodologie de l'ADEA et de sa contribution au développement de l'éducation en Afrique.

A travers cette approche « praxique », l'ADEA s'applique à trouver sur le continent africain les solutions aux défis posés par le développement des systèmes éducatifs. Elle contribue ainsi à institutionnaliser, au bénéfice des développements futurs, une culture d'apprentissage fondée sur l'analyse critique des expériences.

C'est à cette fin que l'ADEA incite régulièrement les pays africains à documenter et à partager les expériences qu'ils considèrent comme réussies.

Les études de cas, qui sont en général le fruit du travail d'équipes nationales constituées au sein des ministères africains de l'éducation, portent sur les sujets les plus divers : expériences relatives à l'élargissement de l'accès, au renforcement de l'équité, à l'amélioration de la pertinence, au perfectionnement de la gestion et de l'utilisation des ressources ; stratégies d'extension et de pérennisation des pratiques et politiques efficaces ; initiatives prometteuses face au VIH/SIDA ; politiques et stratégies d'amélioration de la qualité de l'éducation pour tous.

Puisant dans cette riche moisson, la collection *Expériences africaines – études de cas nationales* diffuse les meilleures études, celles susceptibles d'inspirer d'autres pays dans leurs efforts de rénovation et de perfectionnement de leurs systèmes éducatifs.

Pour plus d'information sur les publications de l'ADEA, veuillez contacter Thanh-Hoa Desruelles, Responsable publications et communication, Secrétariat de l'ADEA, tél : +33/ 145 03 77 69 mél : th.desruelles@iiep.unesco.org

La réforme de la formation initiale des maîtres en Guinée. Coordonnateur de l'étude pour l'ADEA : Dembélé Martial. Secrétariat de l'ADEA, 2005. ISBN : 2-7475-7450-4.

Ces publications peuvent être consultées sur le site web : www.adeanet.org

La stratégie du « faire – faire » au Sénégal : Pour une décentralisation de la gestion de l'éducation et une diversification des offres Secrétariat de l'ADEA, 2005. ISBN : 2-7475-7449-0

Informer et partager pour plus d'efficacité

Les bases de données de l'ADEA

Depuis sa création en 1988, l'ADEA s'est efforcée de développer des bases de données qui fournissent des informations de base sur l'éducation en Afrique. Trois bases de données sont présentées ci-après : PRISME, PROFIL et CV EXPERTS, une nouvelle base de données lancée cette année et disponible à présent sur le site web de l'ADEA.

PRISME

Renforcer les efforts de coordination en éducation

Le système d'information sur les programmes et les projets en éducation (PRISME) est une base de données descriptive des programmes et projets éducatifs des organismes extérieurs d'aide en Afrique subsaharienne (ASS). La conception, la maintenance et la diffusion de PRISME s'inscrivent dans la mission plus large de coordination de l'ADEA. PRISME permet d'avoir un aperçu général des organismes impliquées dans le dévelo ppement de l'éducation en Afrique et de leurs projets. PRISME permet notamment :

- d'accéder rapidement et d'une manière conviviale aux informations sur les projets en éducation dans les pays de l'Afrique subsaharienne.
- de rechercher les projets selon différents critères : Projets en cours d'exécution, Organisme de financement, Nom du projet, Code du projet, Pays bénéficiaires, Organisme d'exécution et/ou de mise en oeuvre, Type d'activité, Mécanisme de financement, Objectifs de politiques, Objectifs d'égalité des sexes, Couverture sous-sectorielle, Dates clés, Principaux objectifs et intrants opérationnels.
- de connaître les budgets engagés (par l'organisme de financement et la contrepartie venant du pays bénéficiaire).
- d'obtenir les résumés des projets, les rapports d'évaluation, titres de documents de référence, et commentaires.
- d'avoir les coordonnées des personnes contact pour chaque projet.

PRISME 2005, la quatrième édition de la base de données, sera bientôt disponible. PRISME 2005 contient des renseignements sur plus de 1800 programmes et projets dans les 48 pays de l'Afrique subsaharienne provenant de 27 organismes de financement. La base de données est disponible en version cédérom grâce à un logiciel convivial et interactif fonctionnant sous Windows. Une version abrégée de PRISME 2005 sera bientôt disponible sur le site web de l'ADEA (www.prisme.adeanet.org).

Pour plus d'informations sur PRISME, contactez-nous à l'adresse adea-prisme@iiep.unesco.org

ADEA Profile

En savoir plus sur les activités de l'ADEA

La base de données ADEA PROFILE a été initialement créée pour répondre à une demande exprimée par les ministres d'Afrique subsaharienne désireux d'être informés rapidement et de manière conviviale sur les activités des groupes de travail dans leur pays. La base de données a ensuite permis de renforcer l'échange d'information entre les principales entités qui constituent l'ADEA.

ADEA Profile est une compilation d'informations sur les groupes de travail et les programmes menés par l'ADEA. Il contient des informations sur plus de 800 activités effectuées depuis sa création en 1988 et plus de 500 documents (dont au moins 300 en format PDF). Il contient également, les noms et adresses de près de 1 500 personnes travaillant dans plus de 500 institutions qui participent directement ou indirectement aux activités de l'ADEA. Il s'agit notamment d'organismes de coopération, de ministères africains de l'éducation, d'ONG intervenant sur le terrain et d'organisations de la société civile.

ADEA Profile est disponible sur cédérom. Une version adaptée sera prochainement accessible à partir du site web de l'ADEA (www.adeanet.org). Une deuxième version de ADEA Profile (ADEA Profile 2) sera présentée à la prochaine biennale de l'ADEA. ▼

Pour plus d'informations sur ADEA Profile, contactez-nous à l'adresse adea@iiep.unesco.org

CV Experts

Consolider l'information sur les experts en éducation

Afin de répondre de manière efficace aux demandes croissantes de nos partenaires désireux d'utiliser les services d'experts de l'éducation africains/africanistes, le Secrétariat de l'ADEA a développé CV EXPERTS, une base de données de curriculum vitae en ligne qui permet d'accéder facilement aux profil d'experts en éducation de l'ADEA.

A travers CV EXPERTS l'ADEA vise à développer un outil capable de :

- servir de base de données de référence sur les experts africains/africanistes travaillant dans le domaine du développement de l'éducation en ASS ;
- consolider d'une manière dynamique – en créant des synergies entre les partenaires de l'ADEA – les informations sur les experts africains/africanistes en éducation ;
- promouvoir la participation des femmes et des jeunes africains experts en éducation dans le domaine du développement de l'éducation en Afrique subsaharienne.

CV EXPERTS est à présent accessible via le site web de l'ADEA (www.adeanet.org).

Nous encourageons tous et toutes les spécialistes de l'éducation africains et africanistes à consulter et à s'inscrire dans CV EXPERTS et à contribuer ainsi à son développement.

Pour plus d'informations sur CV EXPERTS, contactez nous à l'adresse adea.cvexperts@iiep.unesco.org

Nouvelles Publications en 2004/2005

Sécrétariat de l'ADEA

Le défi de l'apprentissage : améliorer la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne
Document de discussion préparé pour la biennale de l'ADEA (Grand Baie, Maurice, 3-6 décembre 2003)
Edité par Adriaan Verspoor avec la contribution de M. Dembélé ; V. Greaney ;T. Kellaghan ; A. Mingat ;J. Moulton ; J. Naidoo ; M. Ndoye, J. Oxenham ; J. Schubert ; C. Sedel ; B. van Uythem
Secrétariat de l'ADEA, 2005 ISBN: 92-9178-050-2. Egalement disponible en anglais.

Aller plus loin, aller vers tous – Pérenniser les politiques et pratiques efficaces pour l'éducation en Afrique. Lutter contre le VIH/SIDA.
Papiers de la biennale de l'ADEA (Arusha, Tanzanie, 7-11 octobre 2001)
Edité par le Secrétariat de l'ADEA avec la contribution de R Akoulouze ; P. Badcock-Walters ; M. Dembélé ;J. Galabawa ; L. Mafela ; B. Niane ; A.E. Opubor ; H. Perlman ; G. Rugalema ; J. Samoff ; R. Sack ; E. M. Sebatane ; P.M. Sow ; C. Wright.
Secrétariat de l'ADEA, 2005. ISBN : 92-9178-045-6. Également disponible en anglais.

La quête de la qualité : à l'écoute des expériences africaines.
Compte-rendu de la biennale de l'ADEA (Grand Baie, Maurice, 3-6 décembre 2003).
Secrétariat de l'ADEA, 2004. ISBN : 92-9178-047-2. Également disponible en anglais.

La réforme de la formation initiale des maîtres en Guinée
Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de Guinée. Coordonnateur national de l'étude :Thiam, Faoura. Coordonnateur de l'étude pour l'ADEA : Martial, Dembélé.
Collection : Expériences africaines, études de cas nationales. Secrétariat de l'ADEA, 2005. ISBN : 2-7475-7450-4. Également disponible en anglais.

La stratégie du « faire – faire » au Sénégal : Pour une décentralisation de la gestion de l'éducation et une diversification des offres
Direction de l'alphabétisation et de l'éducation de base au sein du ministère délégué chargé de la Formation professionnelle publique et privée, de l'Alphabétisation et des Langues nationales du Sénégal. Coordonnateur national :Alassane, Ndiaye. Coordonnateur de l'étude pour l'ADEA : Boubacar, Niane.
Collection : Expériences africaines, études de cas nationales. Secrétariat de l'ADEA, 2005. ISBN : 2-7475-7449-0. Egalement disponible en anglais.

Au-delà de l'accès et de l'équité : Améliorer la qualité de l'éducation des nomades au Nigéria
Etude réalisée par la République fédérale du Nigéria. Coordonnateur national : Samuel Atoyebi Bamidele, Atolagbe . Coordonnateur de l'étude pour l'ADEA : Nazam, Halaoui.
Collection : Expériences africaines, études de cas nationales.Secrétariat de l'ADEA, 2005. ISBN : 2-7475-9084-4. Egalement disponible en anglais.

Programme de lecture dans l'enseignement primaire en Zambie (PRP) : améliorer l'accès et la qualité de l'éducation dans les écoles
Ministère de l'éducation de Zambie. Auteur : Francis K., Sampa.
Collection : Expériences africaines, études de cas nationales. Secrétariat de l'ADEA, 2005. ISBN : 2-7475-9127-1. Egalement disponible en anglais.

ADEA Profile : Base de données sur les activités de l'ADEA.
Guide de l'utilisateur et CD-ROM
Secrétariat de l'ADEA, 2004.

GT sur les livres et le matériel éducatif

Crossing Borders: Adapting educational materials for other countries: The Soul City Choose Life Project (Soul City : Transposer un projet national à l'échelle d'une région : Le projet Choose Life (parier pour la vie))*
Par Harriet, Perlman.
Perspectives on African Book Development Series, No 14. Groupe de travail de l'ADEA sur les livres et le matériel éducatif. ISBN : 19-0183-018-7 Disponible uniquement en anglais.

GT sur l'enseignement à distance et l'apprentissage libre

L'infrastructure technologique et l'utilisation des TIC dans le secteur de l'éducation en Afrique : Vue générale
Par Neil, Butcher.
Groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement à distance et l'apprentissage libre, 2004. ISBN : 92-9178-040-5. Également disponible en anglais.

GT sur les statistiques de l'éducation

Education Management Information Systems (EMIS), an overview (Systèmes d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE), une vue d'ensemble)
Par Tegegn Nuresu, Wako
Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation, 2004. Disponible uniquement en anglais.

Nesis Newsletter
Lettre d'information du SISED.
Groupe de travail sur les st atistiques de l'éducatuion

Website Development and Hosting, Revised Edition (Développement et hébergement d'un site web, version révisée)*
Par Shem, Bodo.
Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation, 2004. ISBN : 92 9124 040 0. Deuxième édition. Disponible uniquement en anglais.

GT sur les finances et l'éducation

Kalan Kunda
Bulletin d'information semestriel bilingue, lancé en 2004.

GT sur l'enseignement supérieur

Higher Education Innovations in Sub-Saharan Africa, With specific reference to universities (Innovations dans l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne)*
Par N'dri, Assié-Lumumba ; Ng'ethe, Njuguna ; George, Subotzky and Esi, Sutherland-Addy.
Groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur /Association des universités Africaines, Accra, Ghana, 2004. Disponible uniquement en anglais.

Strategic Development Plan for Information and Communications Technology (ICT), 2003 –2005 (Plan stratégique pour les Technologies de l'information et la communication (TIC) 2003-2005)*
Groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur /Association des universités Africaines, National University of Science and Technology, Bulawayo, Zimbabwe, 2004. Disponible uniquement en anglais.

GT sur le développement de la petite enfance

Le DPE : une stratégie importante pour améliorer les résultats d'apprentissage
Par Hyde Karin L. et Kabiru Margaret N.
Groupe de travail sur le développement de la petite enfance, 2005. Egalement disponible en anglais.

GT sur les finances et l'éducation

Le financement dans les systèmes éducatifs d'Afrique subsaharienne
Par Jean Bernard, Rasera ; Jean Pierre, Jarousse et Coffi Rémy, Noumon.
Groupe de travail de l'ADEA sur les finance et l'éducation, 2005. ISBN : 92-9178-041-3.

GT sur l'éducation non formelle

Achieving Education for All: The Case for Non-Formal Education
Rapport d'un symposium sur la mise en place d'approches alternatives idans le contexte d'une éducation de qualité pour tous
Edité par Amina Osman
ADEA Groupe de travail sur l'éducation non-formelle, Commonwealth Secretariat, 2005. ISBN: 0-8592-822-2. Prix $8,99. Existe uniquement en anglais.

Bulletin
La Lettre d'information du GT sur l'éducation non formelle (GTENF) Egalement disponible en anglais.

*La traduction des titres (en gris et entre parenthèses) est fournie à titre d'information uniquement.

Les publications de l'ADEA peuvent être consultées sur le site web : www.adeanet.org

Activités de l'ADEA

juin 2005

30 mai-3 juin
3ème conference internationale sur le développement de la petite enfance
GT sur le développement de la petite enfance
Accra, Ghana

13 - 18
Comité Directeur du GTASE
GT sur l'analyse sectorielle en éducation
Niamey, Niger

28-30
Jury de délibération 2005 du Prix Africain de journalisme d'éducation Akintola Fatoyinbo
GT sur la communication pour l'éducation et le développement
Accra, Ghana

juillet 2005

4-7
Atelier sur l'enseignement multigrade
GT sur la profession enseignante
Dar-es-Salaam, Tanzanie

4-8
Atelier sur l'analyse qualitative des donnéees pour le VIH/SIDA
ADEA, IIPE et ROCARE
Ouagadougou, Burkina Faso

août 2005

3-5
Conférence sur l'éducation bilingue et l'utilisation des langues locales
ADEA, GTZ, UIE
Windhoek, Namibie

septembre 2005

1-2
Comité directeur et conférence du GTFE
Thème de la conférence : Le financement et la planification de l'éducation en Afrique de l'Est : de l'intervention du gouvernement à l'implication des communautés
GT sur les finances et l'éducation
Kampala, Uganda

7-8
Comité Directeur du GTLME
GT sur les livres et le matériel éducatif / READ Educational Trust
Johannesburg, Afrique du Sud

7-9
Séminaire sur l'éducation en milieu rural
ADEA, IIPE, FAO
Addis Abéba, Ethiopie

12-13
Comité Directeur du GTCOMED
GT Communication pour l'éducation et le développement/FAWE
Nairobi, Kenya

28-30
Réunions du Comité Directeur de l'ADEA
Secrétariat de l'ADEA
Paris, France

octobre 2005

1-2
Atelier du GT ad hoc sur le dialogue politique
GT ad hoc sur le dialogue politique
Paris, France

Autres Activités

juillet 2005

5-9
3ème Congrès de la FAPE.
FAPE (Fédération africaine des association des parents d'élèves et d'étudiants)
Brazzaville, Congo

10-14
7ème Convention ICP (International Confederation of Principals)
ICP
Le Cap, Afrique du Sud

14-15
Sixième assemblée générale du FEA/FAWE
Nairobi, Kenya

19-20
Sixième reunion du Groupe de travail sur l'Education Pour Tous
UNESCO
Paris, France

21-22
1ère Réunion du partenariat LIFE (Literacy Initiative for Empowerment)
UNESCO
Paris, France

septembre 2005

8-9
Comité éditorial pour le rapport mondial de suivi sur l'EPT
UNESCO
Paris, France

21-25
Foire internationale du livre
PABA (Association Panafricaine des librairies)
Nairobi, Kenya

28 septembre-2 octobre 2005
International Invitational Educational Policy Research Conference
IIPE / SACMEQ
Paris, France

octobre 2005

3-21
Conférence générale de l'UNESCO
UNESCO
Paris, France

24 et 25
Biennale AFIDES 2005
Association francophone internationale des directeurs d'école (AFIDES)
Paris, France

23-26
Forum mondial sur l'éducation
OECD
Santiago, Chili

Biennale 2006 de l'ADEA

La biennale aura lieu à Libreville, au Gabon du 28 au 31 mars 2006

Les dates étant susceptibles de changer veuillez consulter le site web de l'ADEA (www.adeanet.org)

La lettre de l'ADEA

Lettre d'information trimestrielle publiée par l'ADEA

ISSN N°1762 - 3502

Prière d'adresser toute correspondance à :
Association pour le développement de l'éducation en Afrique
7-9 rue Eugène-Delacroix,
75116 Paris, France

Tél. : +33 (0) 1 4503 7757
Fax : +33 (0) 1 4503 3965
Mél : adea@iiep.unesco.org
Site Web : www.adeanet.org

Les points de vue et opinions exprimés dans les articles signés de la lettre d'information de l'ADEA sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués à l'ADEA, à toute autre organisation, ou à tout autre individu.